

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie

(Domaine : Sciences de la société)

Département Economie

(Mention : Economie)

Mémoire de groupe de fin d'études pour l'obtention du Diplôme de Licence en

Sciences Economiques

Option : ECONOMIE GENERALE

L'AGRICULTURE : PERSPECTIVE AU DEVELOPPEMENT DU COMMERCE EXTERIEUR DE MADAGASCAR

Par :

- Mademoiselle RAHARIMALALA Miraille N° 88
- Mademoiselle RAHARIMALALA Sitrakiniaina Fitiavana N° 89
- Mademoiselle RAHARINANTENAINA Ninah Michelle N° 90
- Mademoiselle RAHELIARIMANANA Marie Odette N° 91
- Mademoiselle RAJAONARIVELO Nantenaina Tolojanahary Thécie N° 92

Encadré par : Madame MAHAVELO Justine Gentilini

Maître de Conférences, Département Economie

Promotion : TSIRESY

Date de dépôt : 10 Janvier 2017

Date de soutenance : 16 janvier 2017

Année Universitaire : 2015-2016

REMERCIEMENTS

« Je puis tout par celui qui me fortifie » Phil 4, 13

Nous remercions premièrement Dieu tout puissant car ce travail n'a pas pu être réalisé sans sa bénédiction.

Nous remercions également :

- Monsieur RAKOTO David Olivaniaina, le Doyen de la Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie de l'Université d'Antananarivo,
- Monsieur RAMAROMANANA AndriamahefazafyFanomezantsoa, le chef du département Economie,
- et Madame ANDRIAMANAMPISOA Holimalala responsable d'année de la licence 3,
- ainsi que les enseignants du département Economie pour la formation qu'ils nous ont donné tout au long de nos parcours.

Nos vifs remerciements à Madame MAHAVELO Justine Gentilini qui nous a accordé son temps pour nous encadrer pendant l'élaboration de notre travail.

Enfin, un grand remerciement à l'INSTAT qui nous a aidé à la collecte des données et pour tous ceux qui ont contribué de près et de loin à l'achèvement de ce travail.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	1
PARTIE I : FONDEMENTS THEORIQUES DE L'AGRICULTURE T DU COMMERCE EXTERIEUR.....	3
CHAPITRE I : GENERALITES SUR LE SECTEUR AGRICOLE.....	3
SECTION 1 : ORIGINE, EVOLUTION ET CONTEXTE ACTUEL DU SECTEUR AGRICOLE.....	3
SECTION 2 : LES FACTEURS INFLUANT LE SECTEUR AGRICOLE.....	5
SECTION 3 : LA POLITIQUE AGRICOLE.....	7
SECTION 4 : LA PLACE DE L'AGRICULTURE DANS L'ECONOMIE	8
CHAPITRE II : GENERALITE DU COMMERCE EXTERIEUR.....	10
SECTION 1 : FONDEMENTS THEORIQUES DES ECHANGES INTERNATIONAUX.....	10
SECTION 2: DEVELOPPEMENT ET MESURES DES ECHANGES INTERNATIONAUX.....	16
CHAPITRE III : LA RELATION ENTRE LE SECTEUR AGRICOLE ET LE COMMERCE EXTERIEUR.....	19
SECTION 1: LES PRODUITS AGRICOLES AU NIVEAU DU COMMERCE AGRICOLE.....	19
SECTION 2 : LES INSTRUMENTS DE LA POLITIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR	21
SECTION 3 : L'IMPORTANCE DU COMMERCE AGRICOLE.....	23
SECTION 4 : OBSTACLES ET MESURES DU COMMERCE EXTERIEUR....	24
PARTIE II: L'AGRICULTURE MALGACHE FACE AU COMMERCE EXTERIEUR.....	26
CHAPITRE 1 : LES PROBLEMES DE L'AGRICULTURE MALGACHE.....	26
SECTION 1 : L'EVOLUTION ET LA POTENTIALITE DE L'AGRICULTURE DE MADAGASCAR.....	26
SECTION 2 : LES OBSTACLES SUR L'AGRICULTURE DE MADAGASCAR.....	28
SECTION 3 : LES POLITIQUES AGRICOLES A MADAGASCAR.....	30
SECTION 4 : LA PLACE DE L'AGRICULTURE MALGACHE DANS	

L'ECONOMIE NATIONALE.....	35
CHAPITRE II : LES CARACTERISTIQUES DU COMMERCE EXTERIEUR DE MADAGASCAR.....	36
SECTION 1 : EVOLUTION DU COMMERCE EXTERIEUR A MADAGASCAR.....	37
SECTION 2 : LE COMMERCE AGRICOLE MALAGASY FACE AU COMMERCE INTERNATIONAL.....	41
SECTION 3: POLITIQUE COMMERCIALE.....	45
SECTION 4 : LES PARTENAIRES COMMERCIAUX DE MADAGASCAR.....	48
CHAPITRE 3 : L'AGRICULTURE : PERSPECTIVES POUR LE DEVELOPPEMENT DU COMMERCE EXTERIEUR DE MADAGASCAR.....	49
SECTION 1 : LES MOYENS A TRAVERS LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE.....	49
SECTION 2 : LES POLITIQUES COMMERCIALES SOUTENANT LES COMMERCES AGRICOLES.....	53
CONCLUSION.....	56

LISTE DES ABBREVIATIONS ET ACRONYMES

AGOA : African Growth Opportunity Act

APE : Accord de Partenariat Economique

APEC : Asia Pacific Economic Cooperation

BCM : Banque Centrale de Madagascar

BTP : Bâtiment et Travaux Publics

CAF : Coût Assurance Fret

CECAM : Caisse d'Épargne et de Crédit Agricole Mutuel

COI: Commission de l'Océan Indien

COMESA: Common Market for the Eastern and Southern African

DSRP : Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté

DSRP-MAJ : Document Stratégique de la Réduction de la Pauvreté Mise A Jour

FDA : Fonds pour le Développement Agricole

FMI : Fonds Monétaire International

FOFIFA: Foibe Fikarohana momba ny Fampanandrosoana ny eny Ambanivohitra

HOS : Heckscher Ohlin Samuelson

INSTAT : Institut National de la STATistique

ITF : Initiative Transfrontière

LPDR : Lettre de Politique de Développement Rural

MAEP : Ministères de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche

MAP : Madagascar Action Plan

MID : Marché Interbancaire de Devise

NPK : Azote Phosphore Potassium

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

OMD : Objectifs du Millénaires pour le Développement

PADR : Plan d'Action pour le Développement Rural

PED : Pays En Développement

PIB : Produit Intérieur Brut

PMA : Pays Moins Avancé

PNB : Produit National Brut

PNDR : Programme National de Développement Rural

PSA: Programme Sectoriel Agricole

SADC: South African Development Country

UE : Union Européenne

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Illustration de la notion d'avantages absolus.....	11
Tableau 2 : Illustration de la notion d'avantages comparatifs.....	12
Tableau 3 : Les indicateurs du commerce international.....	18
Tableau 4 : Les pays les plus exportateurs des produits agricoles.....	20
Tableau 5 : Evolution des importations de Madagascar 2011-2015 (part en % du total importé).....	39
Tableau 6 : Evolution du commerce extérieur de Madagascar 2008-2015 (millions d'euros).....	39
Tableau 7 : Les 10 premiers clients de Madagascar.....	48
Tableau 8 : Les 10 premiers fournisseurs de Madagascar.....	49

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Répartition sectorielle des exportations malgaches en 2015.....	38
Figure 2: Evolution du commerce extérieur 2008-2015.....	40

LISTE DES PHOTOS

Photo 1 : Vanille.....	42
Photo 2 : Litchi.....	43
Photo 3: Riz.....	44

INTRODUCTION

L'agriculture est le fait d'exploiter les ressources naturelles en vue de produire des divers produits de la culture. A l'échelle internationale, elle est de plus en plus reconnue que le développement agricole est essentiel si l'on veut accomplir d'important progrès durable pour sortir plusieurs millions de personnes de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. C'est dans le secteur agricole que la bataille pour le développement économique à long terme sera gagnée ou perdue¹. Non seulement, elle a une capacité de réduire la pauvreté mais elle permet également d'aider à favoriser la croissance économique à travers le commerce agricole. Même si ce dernier représente une part moins grande des échanges totaux, il reste un élément crucial de l'économie de nombreux pays.

L'agriculture est une activité principale de la plupart des pays en développement. Pour Madagascar, un pays majoritairement rural, la plupart de la population malagasy vit dans le milieu rural et fait des activités agricoles pour vivre. Madagascar est un pays à vocation agricole, dotée d'un solide potentiel pour faire une croissance dans le secteur agricole et dont 75%² de la population active est occupée dans ce secteur. Elle constitue une composante essentielle dans notre économie. En effet, ce secteur contribue environ 30%³ de son produit intérieur brut (PIB). Elle procure au pays une part importante de ses recettes à l'exportation même si la terre exploitée ne représente qu'environ 8%⁴ des terres potentiellement cultivables. Les produits exportés par Madagascar vers l'extérieur sont basés sur les produits agricoles tels que les blés, la vanille, ...

Avant 1960, Madagascar est connu comme un pays exportateur des produits agricoles mais la situation s'est inversée car le rendement de la production ne cesse de diminuer, l'offre nationale ne satisfait plus la demande vivrière intérieure, augmentant ainsi les importations. Cela a conduit à une dégradation continue de la balance commerciale de Madagascar.

Voilà pourquoi nous nous intéressons sur le cas de notre pays qui n'arrive pas à se développer à l'aide de l'agriculture comme la Chine et l'Inde. C'est pour cela que nous avons choisi comme thème **l'agriculture : perspective du développement du commerce extérieur de Madagascar**. Par quels moyens alors pouvons-nous efficacement mettre l'agriculture au service du développement du commerce extérieur de Madagascar ?

¹ GUNNAR MYRDAL, 2012, « Développement durable et territoires », n°3, vol 3

² « Madagascar : agriculture et élevage », diakadi.com, 2016

³ Novembre 2014, « Agriculture, un secteur clé de l'économie », www.orange.mg, Décembre 2016

⁴ Décembre 2012, « Parcelles et superficies des cultures », 2^{ème} Edition, TOME III , INSTAT et nos calculs

Face à cette problématique, nous formulerons les hypothèses suivantes :

Hypothèse 1 : L'agriculture est une source du commerce extérieur.

Hypothèse 2 : L'appui financier et matériel des producteurs peut élargir la capacité de production et ainsi la capacité à faire des échanges dans le marché international.

Nous avons pu avoir les différentes informations présentes dans ce mémoire par les cours de Monsieur RAMIARISON Herinjatovo Aimé et de Madame Domohina RAMANANTSEHENO, par des travaux de recherche dans l'internet. Nous avons utilisé aussi un livre ainsi que des ouvrages et nous avons collecté des données statistiques à l'INSTAT.

Pour répondre à la problématique posée ci-dessus, nous allons analyser dans la première partie les fondements théoriques de l'agriculture et du commerce extérieur ; ensuite, dans la deuxième partie, nous allons décortiquer le cas de l'agriculture de Madagascar face à son commerce extérieur.

**PARTIE I : FONDEMENTS
THEORIQUES DE
L'AGRICULTURE ET DU
COMMERCE EXTERIEUR**

PARTIE I: FONDEMENTS THEORIQUES DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE EXTERIEUR

La majorité de la population dans les pays pauvres vit dans le secteur agricole. L'agriculture constitue une composante déterminante de l'économie de l'Etat. Toute sorte de transaction sur le commerce extérieur est basée sur les produits agricoles. Le développement de ce secteur favorise le commerce extérieur. Ce dernier est donc fondé sur le secteur agricole pour les produits importés et exportés. Le commerce extérieur a une place importante pour maintenir la croissance et le développement économique. Aucun pays, alors, ne peut se développer sans avoir appuyé l'agriculture et surtout le commerce extérieur. Mais ces deux termes, agriculture et commerce extérieur ont leurs fondements et leurs modes ou types de développement respectifs. Dans cette première partie, nous allons étudier les généralités du secteur agricole et du commerce extérieur ainsi que leur relation.

CHAPITRE I : GENERALITES SUR LE SECTEUR AGRICOLE

Depuis moins de dix mille ans⁵, dans quelques rares régions d'Asie et d'Amérique, des communautés de chasseurs et pêcheurs se sont transformées d'elles-mêmes en société d'agriculteur. Le secteur agricole est un secteur d'activité qui peut affecter le développement économique d'un pays. Ce secteur fait partie du secteur primaire, qui assure le développement des autres secteurs.

SECTION 1 : ORIGINE, EVOLUTION ET CONTEXTE ACTUEL DU SECTEUR AGRICOLE

1.1.Origine du secteur agricole

Le secteur agricole est à l'origine de la chasse et de la cueillette. Mais après quelques années, pendant la période du moyen âge, comme dans la moitié Nord de l'Europe, la sidérurgie se met en essor pour soutenir le développement agricole. Auparavant, les peuples qui vivent dans le milieu rural sont de types nomades. Ce type signifie que les habitants se nourrissent dans un milieu où ils peuvent assurer ses besoins alimentaires, c'est-à-dire, ils se déplacent et se nourrissent là où ils trouvent des produits de la chasse et de la cueillette.

⁵ Cours « développement rural » de Madame Domohina RAMANATSEHENO, 2016

Cependant, les peuples voient les produits de la chasse diminués. Ils cherchent alors des moyens pour pouvoir survivre. Ils ont essayé et commencé à cultiver des diverses plantes et à élever des animaux. Les peuples qui vivent dans cette condition s'appelle *sédentarisés*. Ce type est à l'origine de la société d'agriculteur, base du secteur agricole. Le secteur agricole est donc né à partir de ce moment et s'est développé jusqu'à nos jours au sein de tous pays.

1.2.Evolution du secteur agricole

La révolution agricole a été développée et généralisée au cours de la seconde moitié du XXème siècle dans les pays industrialisés développés, où le secteur agricole était très efficace. A partir des années 1960, une variante de cette révolution, que l'on appelle « la révolution verte » a été étendue. L'évolution du secteur agricole est aussi bien marquée par l'essor des outils et machines agricoles comme les faux, les tracteurs, La raison c'est qu'auparavant, les peuples font de la chasse et de la cueillette à l'aide des faucilles. Mais cette situation va s'échanger par l'utilisation des faux en cueillant. Ainsi, les agriculteurs qui travaillent avec la bêche et les faux auparavant vont pratiquer l'agriculture à l'aide des tracteurs et des moissonneuses.

Pour les pays développés, cette révolution agricole s'est répartie sur des recherches et des industries qui amènent vers le développement des moyens agricoles mécaniques et des engrais chimiques. Cette innovation et révolution permettent de réduire le temps et les forces de travail afin d'accroître le rendement des produits agricoles.

1.3.Contexte actuel de l'agriculture dans le monde

Dans notre époque, l'agriculture tient une place importante pour le développement d'un pays. Certains secteurs d'activité ne peuvent pas se développer sans se baser sur le secteur agricole. Cela veut dire que ce dernier prend une part plus importante sur l'économie d'un pays. Ainsi, tous pays, qui veulent avoir une croissance, doivent être passés par la politique qui vise à se concentrer sur le secteur agricole. Le cas de la Chine est le plus concret sur cette politique agricole. Ce pays est connu, auparavant, comme un pays à vocation agricole. Mais grâce à sa politique agricole qui vise à subventionner matériellement et financièrement les agriculteurs, cela pousse son économie à un niveau plus élevé.

En outre, le secteur agricole tient environ 29% du PIB mondial⁶. Il est donc un moteur de croissance économique d'un pays.

SECTION 2 : LES FACTEURS INFLUANT LE SECTEUR AGRICOLE

Le secteur agricole fait partie du secteur d'activité primaire d'un pays. Cela veut dire qu'il est à la base de la croissance économique. Donc, il est nécessaire d'analyser et bien maîtriser les différents facteurs qui influent le secteur agricole.

2.1. Précipitations et conditions météorologiques

Le niveau de la pluviométrie et de l'énergie solaire tient une place importante sur la production agricole et pour ce, constitue un facteur limitant. Chaque type de culture agricole dépend de la saison climatique. Par exemple, la culture de riz et de maïs se font pendant la saison d'été.

2.2. Outils et machines agricoles

Pour l'agriculture, les outils et les techniques sont les bases de la production agricole d'un pays. En effet, il est évident d'analyser et de connaître les outils qui constituent les principaux facteurs de développement agricole. Les machines et les outils agricoles assurent la productivité. Pour les pays en développement (PED), la majorité des agriculteurs travaillent et cultivent avec des machines et outils moins performants. Cette situation entraîne un faible rendement des productivités. En revanche, les agriculteurs des pays développés utilisent des techniques modernes avec des productivités profitables.

2.2.1. Les outils agricoles

Les outils agricoles sont les moyens utilisés par les agriculteurs avec leurs forces humaines. Cela signifie que ce sont des moyens non mécaniques comme les bêches, les sarcleuses, les herses, la charrue, le fourche, les erminettes, ...

2.2.2. Les machines agricoles

Contrairement aux outils agricoles, les machines agricoles sont des moyens mécaniques. Avec ces machines, les forces de travail humain sont moins importantes. Ces types sont les tracteurs, les moissonneuses, les batteuses, ...

⁶ Cours « développement rural » de Madame Domohina RAMANATSEHENO, 2016

2.3. Techniques de production

Les techniques et les méthodes de culture assurent l'augmentation du rendement de la productivité. Alors, il faut donc bien maîtriser comment utiliser toutes les machines agricoles en vue d'atteindre le maximum de production. Les techniques culturales c'est-à-dire les techniques de culture, sont en général basées sur des systèmes traditionnels de moindre coût mais fortement dépendant de la volonté de la nature.

- Les cultures irriguées : Ce type de culture est un système qui consiste à pomper l'eau vers les terrains secs.
- Les cultures de décré : Elles sont faites pendant le cru du fleuve. Cela veut dire que les agriculteurs pratiquent leur culture au bord du fleuve décré.
- Les cultures avec jachères : Dans ce type de culture, les agriculteurs se mettent les terres en repos pour pouvoir reconstituer la fertilité du sol. La mise en repos du terrain va durer environ au moins une année. Cela veut dire que, pendant la culture en jachère, il n'y a ni de travail de la main d'œuvre, ni des machines agricoles.
- Mécanisation de l'attraction animale : Ce type ou mode de culture consiste à faciliter les travaux sur le labour et le transport des fumures et des récoltes. La mécanisation par l'attraction animale sont les charrues, les herses, les charrettes, ...

2.4. Les caractéristiques démographiques et la main d'œuvre

La croissance démographique est une situation d'augmentation de l'effectif de la population. Elle peut affecter le secteur agricole. Comme le cas du Sénégal, le secteur agricole occupe 60% de la population et a connu des difficultés⁷.

L'urbanisation ou encore l'exode rurale est le fait de quitter les zones rurales et de s'immigrer vers les villes. L'exode rural défavorise le secteur agricole parce que les agriculteurs qui assurent le développement agricole vont s'immigrer vers les villes.

⁷ Avril 2007, « Caractérisation des systèmes de production agricole au Sénégal » pdf, 39 pages

2.5. Les ennemies de culture

Les insectes constituent une des principales causes de la dégradation de la culture, puis viennent ensuite des maladies et de la prolifération des rats.

2.6. Les intrants agricoles

Les intrants sont considérés comme les matières premières de l'agriculture. Ce sont les semences et les engrais.

2.6.1. Les semences

Les semences sont considérées comme les matières de base pour le secteur agricole. Le rendement dépend de la qualité et de la quantité des semences.

2.6.2. Les engrais

Les engrais sont les composantes de la culture. En tant que composante, il y a les engrais biologiques et les engrais chimiques. Les engrais biologiques sont les dites aussi les fumures, c'est-à-dire les engrais obtenus à partir du foin avec les déjections des animaux dans le bétail. Tandis que les engrais chimiques sont les engrais reproduits comme le NPK, l'urée, ...

SECTION 3 : LA POLITIQUE AGRICOLE

La politique agricole est un ensemble des moyens permettant aux agriculteurs de préserver leurs ressources sur les produits agricoles. C'est aussi un mode d'allocation des ressources plus efficaces que le marché.

Le secteur agricole, comme tous les autres secteurs, a besoin des politiques bien déterminées pour assurer la productivité.

3.1. La politique d'intervention de l'Etat

Il faut une intervention de l'Etat pour subventionner les agriculteurs. Cette subvention peut être soit monétaire soit matérielle. Sur le plan monétaire, il faut subventionner les agriculteurs à partir des crédits agricoles, des subventions à la production, à l'aide des prix garantis.

Comme au Sénégal, la politique d'intervention de l'Etat consiste à un encadrement du monde rural avec des structures publiques chargées de l'exécution des projets agricoles, la

formation des techniciens qualifiés, la stabilisation des prix et l'encadrement des coopératives des producteurs⁸.

Le FMI participe aussi à la subvention des peuples ruraux. L'aide aux pays sous-développés basés sur le secteur agricole est le projet principal de cette institution.

Sur le plan matériel, l'Etat finance les agriculteurs à partir des machines agricoles comme les tracteurs, les moissonneuses, ... Les machines agricoles prennent en compte la productivité des produits.

3.2. La politique de la mise en place de droit de douane à l'importation (protectionnisme)

Pour soutenir le revenu des agriculteurs, il faut mettre en place une taxe sur les produits importés. C'est encore l'Etat qui assure la disposition de cette politique. L'application des droits de douane à l'importation consiste à protéger les agriculteurs face à leurs concurrents, c'est-à-dire les produits à l'importation. Si les produits importés sont limités, les agriculteurs sont sensés à pousser leurs travaux.

SECTION 4 : LA PLACE DE L'AGRICULTURE DANS L'ECONOMIE

L'agriculture tient une place prépondérante sur l'économie d'un pays. Il est le premier secteur qui apporte beaucoup plus de rentabilité pour l'investissement.

4.1. Moteur majeur de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté

La littérature économique a montré que la croissance agricole se relève deux fois plus efficace que d'autres types de croissance économique en matière de la réduction de la pauvreté⁹. Comme déjà cité auparavant, le secteur agricole tient une place importante dans le développement économique d'un pays. Ce secteur procure beaucoup plus de produit intérieur brut (PIB) dans le monde. Ainsi, tout autre secteur d'activité ne peut pas s'en sortir sans se baser sur le secteur agricole. Ce dernier est donc une source d'emploi. Comme concernant le secteur industriel, les matières premières sont produites dans le secteur agricole. C'est aussi le même cas pour certains secteurs.

A court terme, les principaux facteurs de la croissance seront l'augmentation des produits vivriers de base comme le riz et le maïs, des tubercules comme les pommes de terre,

⁸ Avril 2007, « Caractérisation des systèmes de production agricole au Sénégal »pdf, 39 pages

⁹ Michael M. et Ziva RAZAFINTSALAMA, « relancer l'agriculture », 2008, 16 pages, Banque mondiale

les maniocs, les patates douces et aussi des produits de sorgho. La productivité des ménages ruraux sur les produits vivriers présente une marge de progression intéressante. Et à long terme, la permanence de la croissance agricole nécessitera une diversification des produits à plus haut valeur tels les épices, les fruits et légumes ainsi que la viande et les produits laitiers. La demande pour ce dernier groupe de produits sera générée par la croissance des revenus des ménages, créant de nouvelles opportunités, y compris l'exportation.

4.2. Sources majeurs de revenus d'exportation

L'impact de la crise mondiale en 2008 sur les prix des aliments a rappelé la fragilité de l'approvisionnement alimentaire mondiale. Les cours mondiaux sont redescendus et semblent se stabiliser. Donc, les agriculteurs essaient encore d'accroître leur production pour concourir à des produits d'exportation.

4.3. Amélioration de la sécurité alimentaire

A la suite d'une longue période d'abondance sur les marchés mondiaux, la crise mondiale de 2008 a montré que les risques de pénurie demeurent l'actualité. La sécurisation alimentaire concerne pour l'ensemble des pays et aussi pour chaque ménage. Le secteur agricole assure l'équilibre de la sécurisation alimentaire en cas des augmentations des prix des produits alimentaires importés. Les produits agricoles réduiront les vulnérabilités du pays aux fluctuations de l'approvisionnement alimentaire mondiale.

4.4. Contribution à la gestion durable des ressources naturelles

En tant qu'utilisateur majeur des ressources naturelles, l'agriculteur exerce des divers impacts sur l'environnement. Les impacts négatifs sont concentrés sur la baisse des réserves en eau, la dégradation des sols et le déboisement. Mais la préservation de ces ressources naturelles peut être des impacts positifs. Les producteurs agricoles doivent donc devenir les fournisseurs majeurs des services environnementaux.

CHAPITRE II : GENERALITE DU COMMERCE EXTERIEUR

Le commerce international a toujours été considéré comme le moteur de la croissance nationale. Pour les pays riches, il permet d'améliorer le niveau de vie de leurs habitants, pour les pays pauvres, il représente un espoir de décollage. Pour toutes les nations du monde, il s'avère aujourd'hui indispensable pour entretenir la prospérité.

La théorie du commerce international est l'une des branches les plus anciennes de la théorie économique. Elle s'intègre dans les développements et les richesses de cette science. Si les pays s'échangent entre eux, c'est fondamentalement parce qu'ils sont différents. La différence entre les pays s'exprime au niveau du prix des produits importés ou exportés.

Dans ce chapitre, nous allons étudier deux grandes sections. Premièrement, nous expliquons les fondements théoriques des échanges internationaux. Puis, nous analysons dans la deuxième section, le développement et la mesure des échanges internationaux.

SECTION 1 : FONDEMENTS THEORIQUES DES ECHANGES INTERNATIONAUX

Les analyses peuvent apparaître comme anciennes. Cependant, elles participent largement aux avancées contemporaines de la connaissance. Les courants de pensée se sont intéressés à des aspects complètement différents de l'échange international.

Deux grands courants de la pensée économique ont joué un rôle prépondérant dans l'élaboration et la propagation de la conception d'un développement économique tourné vers l'extérieur, c'est-à-dire un développement extraverti : la théorie de l'échange international apparue dans la pensée libérale d'une part et la théorie mercantiliste d'autre part.

1.1.Le libre échange

1.1.1.Les fondateurs

1.1.1.1.La théorie smithienne de l'avantage absolu

C'est Adam Smith qui est à l'origine du concept d'avantage absolu. Pour lui, le commerce entre deux pays est basé sur ce principe. Après avoir donné une définition de ce concept, un exemple permettra de comprendre le mécanisme des échanges en fonction de ces avantages.

Lorsqu'un pays est plus efficace dans la production d'un premier bien par rapport à celle de son partenaire, mais moins efficace que ce dernier dans la fabrication d'un second bien, alors chaque nation a son propre avantage absolu.

Ces pays ont intérêt à se spécialiser dans la production du bien pour lequel ils ont un avantage absolu et à échanger avec leur partenaire. Le gain qui résulte du commerce international est maximum. Avec cette loi, Adam Smith en 1776 se lance contre le protectionnisme à ses yeux, l'autosuffisance est un dommageable pour un pays.

Tableau 1 : Illustration de la notion d'avantages absolus

Quantités produites par un ouvrier pendant une année de travail (homme-année)	France	Maroc
Oranges (tonnes)	3	8
Voitures (unité)	4	1

Source : MUCCHIELLI J.L. « Principes d'économie internationale », Economica, octobre 1990

Les données du tableau indiquent qu'en une année de travail, un ouvrier agricole produit trois tonnes d'oranges en France et huit en Maroc.

A l'inverse, un ouvrier français fabrique quatre voitures par an et un ouvrier marocain fabrique seulement une.

Ainsi la France est plus efficace que le Maroc dans la fabrication d'automobiles. Par contre Maroc est plus efficace dans la production d'orange que l'autre. Chaque pays a un avantage absolu dans une des deux productions : les oranges pour le Maroc et les voitures pour la France. Avec l'échange, chaque nation va se spécialiser dans la production du produit pour lequel elle a l'avantage absolu.

Si le Maroc échange avec la France six tonnes d'oranges contre une automobile, il gagne l'équivalent de deux tonnes d'oranges ou de 2/8ème de voitures puisque sur son marché intérieur les rapports d'échanges sont de huit tonnes d'oranges pour une voiture.

Pour la France, son rapport d'échange interne est d'une tonne d'orange contre 4/3 sur voiture ou 0,75 tonne contre une voiture. En recevant six tonnes d'oranges du Maroc contre

une automobile, le gain français correspond à 5,25 tonnes d'oranges soit équivalent de sept automobiles selon le terme de l'échange internes.

Smith a démontré qu'avec une quantité de travail donnée, il est donc possible d'obtenir, par la spécialisation internationale, une production mondiale supérieure à celle obtenue en situation d'autarcie. Smith montre alors que chaque pays a intérêt à se spécialiser dans le bien pour lequel il dispose d'un avantage absolu sur son partenaire.

1.1.1.2. L'apport de Ricardo

Ricardo montre que chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production pour laquelle il dispose, non d'un avantage absolu mais d'un avantage comparatif, et que le commerce international est un jeu à somme positive dans lequel les deux parties réalisent un gain par rapport à la situation d'autarcie.

Tableau 2 : Illustration de la notion d'avantages comparatifs

Quantités produites par ouvrier pendant une année de travail (homme-année)	Coûts - Hommes	
	ANGLETERRE	PORTUGAL
Drap (100m)	100	90
Vin (100L)	120	80

Source : Cours « économie internationale » de Monsieur RAMIARISON Herinjatovo Aimé, 2016

Un raisonnement similaire peut être appliqué aux relations entre les nations : soient deux pays l'Angleterre et le Portugal qui produisent deux biens : du drap et du vin. Pour fabriquer la même quantité de drap, le travail de 100 hommes par an est nécessaire en Angleterre alors que 90 hommes suffisent au Portugal. De même, pour fabriquer la même quantité de vin, le travail de 120 hommes par an est nécessaire en Angleterre alors que cette production est réalisée par seulement 80 hommes au Portugal.

Si l'on compare les couts de production de ces deux biens dans les deux pays, on trouve donc :

- ❖ Pour le vin : c'est-à-dire que la production du vin britannique ne représente que 66% de celle de leurs confrères portugais.
- ❖ Pour le drap : c'est-à-dire que la production du drap britannique atteint 90% de celle des fabricants portugais.

Le Portugal a un avantage absolu dans la production des deux (2) biens (vin : $80 < 120$; drap : $90 < 100$), il a un avantage comparatif de 66% dans le vin alors que l'Angleterre a un désavantage plus faible de 90% dans le drap. Par conséquent, le Portugal détient un avantage comparatif pour le vin et l'Angleterre pour le drap.

Si, conformément à la loi de Ricardo, chaque pays se spécialise exclusivement dans le bien pour lequel il détient un avantage comparatif. Ce dernier est déterminé par le coût d'opportunité plus faible qui est la quantité d'un autre produit à laquelle il a fallu renoncer pour obtenir le premier produit.

Ricardo a choisi un cas où l'Angleterre est en situation désavantageuse pour tous les produits mais elle a néanmoins intérêt au libre-échange.

1.1.1.3. La théorie HOS (Heckscher, Ohlin et Samuelson) : théorie des dotations en facteur de production

Le modèle HOS montre que chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production qui utilise le facteur de production dont il est relativement abondant. L'échange est bénéfique pour tous les membres de l'échange dans la mesure où ils arrivent à vendre leurs produits à des prix plus élevés que ceux de la situation d'autarcie.

Elie Heckscher et Bertil Ohlin ainsi que Samuelson vont approfondir la différence du coût comparatif en expliquant l'échange international par l'abondance ou la rareté relative des divers facteurs de production dont les pays disposent : soient deux pays, l'Angleterre qui dispose en abondance de capital et de travail mais n'a que peu de terre, et l'Australie qui dispose en abondance de terre mais n'a que peu de travail et de capital.

En Australie, le coût comparatif de la terre est faible, alors qu'en Angleterre c'est le coût comparatif du travail et du capital qui est le plus faible. En conséquence, l'Australie a intérêt à se spécialiser dans des productions agricoles utilisant en abondance le facteur terre, et l'Angleterre a intérêt à se spécialiser dans les produits manufacturés qui demandent beaucoup de travail et de capital.

Chaque pays a donc intérêt à se spécialiser dans les productions utilisant les facteurs qu'il possède en abondance par rapport aux autres pays, à exporter de telles productions et à importer des biens renfermant des facteurs qui lui manquent.

Une telle division internationale du travail entraîne un certain nivellement des prix des facteurs de production. En effet, en Australie, le développement de la production agricole en vue de l'exportation amène à un accroissement de la demande de terre et donc à une augmentation du prix de celle-ci. Au contraire, en Angleterre, la production agricole diminue en raison des importations de produit agricole australien, la demande de terre baisse, ce qui entraîne une diminution de son prix. En même temps, le développement de la production anglaise de produits manufacturés pour l'exportation provoque une demande accrue de capital et de travail, et par conséquent, un renchérissement des prix de ces deux facteurs de production.

Il apparaît donc que l'échange international réduit les différences de prix des facteurs de production qui existent entre les nations.

1.1.2 Les avantages et les limites du libre échange

1.1.2.1. Avantages

Le libre échange permet, pour les pays qui y adhèrent, une meilleure allocation des ressources, maximise la production mondiale et donc le bien-être de tous. De plus, le libre échange permet l'élargissement des marchés, la réalisation d'économie d'échelle, la transmission de nouvelles idées et connaissances ainsi que des progrès techniques, la circulation internationale des capitaux, la baisse des prix, et ce, en plus du fait que l'accroissement de la concurrence permet l'innovation.

1.1.2.2 Limites

Par le jeu des avantages comparatifs, l'échange inégal est inévitable, mais cela n'empêche pas les deux participants, y compris celui qui souffre de l'inégalité, de tirer un certain profit de leurs relations d'échanges.

Cependant, la concurrence internationale, surtout en temps de crise, devient tellement dure que l'apparition et l'extension des inégalités de développement entre pays partenaires, relèvent les limites du libre-échange.

1.2. Le protectionnisme

Le protectionnisme¹⁰ se définit comme un système économique dans lequel le commerce et l'industrie d'une nation sont protégés de la concurrence étrangère par des

¹⁰ ARMAND COLIN/ VUEF, 2001, « Dictionnaire économique »

mesures gouvernementales. Il fait l'objet de protéger le travail national et les productions nationales par des tarifs appliqués aux produits étrangers.

1.2.1. Les techniques

1.2.1.1 Le tarif douanier

C'est la mesure pour limiter les importations et mettre en place les droits de douane qui sont des prélèvements sur les marchandises qui passent la frontière du pays.

1.2.1.2 Les restrictions quantitatives

Les techniques de restrictions quantitatives comprennent : les prohibitions pour certains produits, les contingentements (quantité maximale ou montant maximal des importations) et les autres barrières non tarifaires (normes de sécurité, fabrication ou pollution imposées aux produits vendus sur un territoire).

1.2.2 Les avantages et les inconvénients

1.2.2.1. Avantages

- Le protectionnisme supprime la concurrence à l'égard des secteurs menacés, donc protège les emplois de ces secteurs;
- Il réduit les dépenses d'importation donc contribue au redressement de la balance commerciale en dégagant un solde excédentaire qui permet d'accroître la richesse nationale;
- Il permet d'utiliser des mesures de rétorsion à l'égard des pays faisant preuve de protectionnisme.

1.2.2.2 Inconvénients

Le protectionnisme représente des effets négatifs. Il provoque non seulement une aggravation du retard technologique, mais aussi un renchérissement des importations et une diminution des exportations et de la qualité des produits ainsi qu'une perte d'emploi dans les entreprises exportatrices.

SECTION 2: DEVELOPPEMENT ET MESURES DES ECHANGES INTERNATIONAUX

2.1. Développement des échanges internationaux

Le développement des échanges internationaux s'inscrit dans la vision historique au sein de laquelle se succèdent les phases de libre échange et les phases de protectionnisme.

Avant la révolution industrielle, les échanges sont limités jusqu'au XVIIIème siècle. Les voies de communication entre les pays sont rares et ne sont pas entretenues. Les commerçants doivent se libérer de nombreuses taxes et autres droits de péage. La situation économique est peu favorable. Les économies nationales à vocation agricole ne parviennent pas toujours à satisfaire les besoins de leur propre population. Donc, elles ne créent pas de surplus de production nécessaire au développement du commerce.

Après la révolution industrielle, c'est à dire du XVIIIème siècle, le protectionnisme débute. Cette révolution industrielle est un bouleversement qui touche à la fois l'industrie, l'agriculture, la population, les transports et le commerce. Elle se situe d'abord à la fin du XVIIIème siècle en Grande Bretagne et au début du XIXème siècle en France et en Allemagne, dans une situation protectionnisme bien marquée.

Ainsi, la Grande Bretagne avait placé des monopoles commerciaux et de navigation, et mis en place une législation pour réguler le commerce, protéger les propriétaires fonciers et encourager les exportations. En France, il existe des taxes sur les produits industriels et agricoles. En Allemagne, il y a une protection des industries naissantes dans le cadre d'une union douanière.

Le commerce international reste donc contrôlé jusqu'au milieu du XIXème siècle. Cependant, les droits de douanes trop importants défavorisent le développement d'une économie dominante, les coûts trop élevés favorisent les troubles sociaux et politiques. Peu à peu donc, les pays s'écartent des pratiques protectionnistes et les idées de libre échange s'étendent.

Aujourd'hui, les échanges s'organisent de plus en plus dans un cadre régional. La régionalisation s'explique par les mouvements d'échange entre les pays géographiquement proches. Et l'intégration régionale passe par cinq étapes :

- La zone de libre échange : élimination des droits de douane et des restrictions quantitatives à la libre circulation des marchandises par les pays membres ;
- L'union douanière : adoption d'une politique commerciale marquée par l'instauration d'un tarif extérieur commun ;

- Le marché commun : élimination de toute entrave aux mouvements de facteurs de production à l'intérieur de l'union ;
- L'union économique : harmonisation des politiques économiques des pays membres ;
- L'union économique et monétaire : phase ultime de l'intégration avec une création d'une monnaie commune.

La régionalisation est une nouvelle forme d'organisation des échanges internationaux. Mais elle se traduit par deux effets sur les mouvements internationaux des marchandises :

- Un effet de création de trafic puisque l'annulation des barrières douanières permet aux pays membres de se fournir à un coût moins élevé que chez les autres pays ;
- Un effet de détournement de trafic puisque les pays membres vont substituer à des importations en provenance des autres pays des importations en provenance des pays membres.

C'est en fait dans ce cadre que, certains PED essayent aujourd'hui d'être un partenaire avantageux pour les groupes régionaux dans le but de diminuer les effets mauvais de l'intégration régionale sur le commerce extérieur.

2.2. La mesure des échanges internationaux

Les échanges à l'extérieur sont comptabilisés dans un document chaque année. Ce document c'est la balance des paiements.

La balance des paiements est un compte retraçant les emplois et les ressources, se rapportant à une certaine opération économique internationale. Elle est constituée de deux grandes parties : la balance des transactions courantes et la balance des capitaux, et, se décompose en balances partielles. Les différents soldes commerciaux de ces balances informent sur la situation des échanges extérieurs du pays. Un solde commercial s'obtient en retranchant la valeur des sorties de devises à celle des entrées de devises (exemple : valeurs des exportations-valeurs des importations).

Cette balance des paiements a pour objet d'apprécier la capacité de l'industrie et de l'agriculture d'un pays, et à saisir des parts de marchés extérieurs. Un solde commercial positif garantit ainsi soit de la performance de l'industrie et de l'agriculture soit de l'efficacité du réseau commercial, puisqu'il sous-entend que les exportations de marchandise excèdent les importations de marchandises.

2.2.1. Quelques indicateurs du commerce extérieur

2.2.1.1. Le taux de couverture

Nous obtenons le taux de couverture en effectuant le rapport entre la valeur des exportations sur la valeur des importations comptabilisées dans la balance des paiements. Cet indicateur relève dans quelle mesure les exportations règlent les importations.

2.2.1.2. Les termes de l'échange

Les termes de l'échange permettent d'apprécier l'évolution des conditions dans lesquelles le pays échange ses exportations contre ses importations sur une période donnée.

L'indice des termes de l'échange soutient le prix des exportations à celui des importations, et on dit que les termes de l'échange s'améliorent dans le temps si l'on exporte une quantité moindre de marchandises pour se procurer la même quantité de biens importés. Le rapport de prix traduit l'évolution du pouvoir d'achat des exportations.

Tableau 3 : Les indicateurs du commerce international

INDICATEURS	MODE DE CALCUL	ROLE
Solde commercial	Exportation- Importation	Mesure la compétitivité économique
Taux de couverture	$\frac{\text{exportation}}{\text{importation}} \times 100$	Mesure l'équilibre des échanges
Taux d'importation	$\frac{\text{exportation}}{\text{importation}} \times 100$	Mesure la propension à importer
Effort à l'exportation	$\frac{\text{exportation}}{\text{production}} \times 100$	Mesure la propension à exporter
Taux de pénétration	$\frac{\text{importation}}{\text{marché intérieur}} \times 100$	Mesure la dépendance commerciale
Degré de couverture	$\frac{(\text{exportation} + \text{importation})/2}{\text{PIB}} \times 100$	Mesure la dépendance
Part du marché	$\frac{\text{exportation}}{\text{marché mondial}} \times 100$	Mesure la performance d'un pays
Terme de l'échange	$\frac{\text{indice de prix à l'exportation}}{\text{indice de prix à l'importation}} \times 100$	Traduit une amélioration des termes de l'échange

Source : cours « Economie internationale » de Monsieur RAMIARISON Herinjatovo

Aimé, 2016

Pourquoi les pays s'échangent-ils entre eux ? Parce qu'ils sont différents et que le commerce international peut leur procurer un gain. L'analyse des différences entre partenaires apparaît ainsi comme essentielle dans la compréhension des flux d'échanges internationaux de marchandises.

CHAPITRE III : LA RELATION ENTRE LE SECTEUR AGRICOLE ET LE COMMERCE EXTERIEUR

SECTION 1: LES PRODUITS AGRICOLES AU NIVEAU DU COMMERCE AGRICOLE

1.1 Concept et définition

Le commerce des produits agricoles est l'activité d'échanger des biens et des services relatifs à l'agriculture comme toute activité faisant de transférer un produit du lieu de production au lieu de consommation avec ou sans intermédiaire. Le commerce agricole a commencé à s'ouvrir plus largement aux exportations qu'aux importations des produits de ce secteur. Il est alors mesuré par le montant total de ses importations et de ses exportations. L'exportation des produits agricoles est considérée comme facteur d'approvisionnement alimentaire. Cet approvisionnement peut être conclu que la commercialisation agricole tient une place importante à la sécurité alimentaire mondiale.

Le commerce agricole est le moyen favorable à lutter contre l'insécurité alimentaire ou à la malnutrition causée par le changement climatique par exemple. Dans ce cas, l'essor de ce commerce a aidé à mettre à la disposition de la population toujours plus nombreuse, une alimentation plus abondante, de meilleure qualité et plus variée. Face à cela, la demande ou le besoin des consommateurs est bien répondu. Cela implique que le commerce agricole est une source de bien-être et de revenu. Il est aussi considéré comme élément crucial de l'économie des pays majoritairement ruraux. Ce commerce représente une part plus grande dans les échanges mondiaux. Cela permet aux certains pays de tirer l'essentiel devise dont ils ont besoins à financer leurs importations, leurs développements et à amortir leurs dettes.

1.1.1. Exportation des produits agricoles

1.1.1.1. Définition de l'exportation

Une exportation est au sens strict, une vente des marchandises par un résident. La sortie de la marchandise du territoire national donne lieu à une entrée correspondante de divers au bénéfice de l'agent économique résident¹¹.

1.1.1.2. Les produits d'exportation des pays exportateurs

La croissance de la production des produits agricoles à l'intérieur d'un pays permet d'inciter à la réalisation d'exportation. Il y a plusieurs pays qui participent à l'exportation mais les plus marquants sont donnés dans le tableau suivant :

Tableau 4 : Les pays les plus exportateurs des produits agricoles

PAYS	PRODUITS	EXPORTATION EN POURCENTAGE	VALEUR EN MILLION DE DOLLAR
Les Etats-Unis	Fruits, soja	10 ,4	116,168
L'union Européenne	Céréales	9,5	106,115
Le Brésil	Soja, tourteaux	4,6	53,382
La Chine	Orge, céréales, blé	3,2	35,744
L'Argentine	Café, thé, maté	2,8	31,276
L'Indonésie	Huiles	2,4	26,808
La Malaisie	Huiles	2,1	23,457
L'Australie	Epices	1,9	21,223
La Fédération Russe	Blé, céréales	1,9	21,223
L'Inde	céréales	1,6	17,872

Source : OMC 2008

Ces dix pays cités sont parmi les quinze pays les plus exportateurs des produits agricoles. Ces quinze pays plus grands exportateurs ont vendu ensemble pour 1117 millions de dollars de denrées alimentaires en 2008. Les Etats-Unis ont une grande part de produits en valeur de 116,168 millions de dollars. L'union Européenne était le deuxième rang derrière les

¹¹ ARMAND COLIN/ VUEF, 2001, « Dictionnaire économique », 2^{ème} édition

Etats-Unis avec des exportations atteignant en valeur de 106,115 millions de dollars du commerce agricole mondiale.

1.1.2.L'importation des produits agricoles

1.1.2.1.Définition de l'importation

Une importation est , au sens strict une vente de marchandise par un résident à un non résident .L'entrée de la marchandise du territoire nationale donne lieu à une sortie correspondante de diviser au bénéfice d'un non résident¹².

1.1.2.2.Les pays importateurs

L'alimentation est l'un de besoin primaire de la population. L'insécurité alimentaire, l'intensification agricole poussent à la nécessité d'importer certains produits agricoles.

Exemple : l'Union Européenne a été le plus grand importateur mondial des produits provenant de PED. En moyenne , entre 2009 et 2011 , 72 % des importations sont issus des PED , nettement au-dessus de la part de 43 dans les importations agricoles de la « Big 5 » pris ensemble (Canada , Etats-Unis , Australie , Nouvelle Zélande , et Japon)¹³.

Les produits les plus échangés sont : blé, coton, soja, produits pharmaceutique, fruits et légumes, viandes de bovines, crevettes, huile de palme, céréales, produits laiteries.

SECTION 2 : LES INSTRUMENTS DE LA POLITIQUE DU COMMERCE

EXTERIEUR

L'Etat met en œuvre des instruments de la politique commerciale afin de protéger l'agriculture face à la concurrence extérieure. Ces instruments ont pour objet d'augmenter les revenus des agriculteurs, à réduire les prix au consommateur et afin d'avoir l'autosuffisance des produits alimentaires. Ils peuvent être distingués de ceux qui sont appliqués aux échanges et au marché intérieur ainsi qu'aux facteurs de production.

2.1 Le droit de douane

Le droit de douane est une taxe prélevée sur un produit importé afin de protéger le marché intérieur d'un produit de la concurrence des importations étrangères. Il est l'un des instruments les plus couramment utilisés dans le secteur de l'économie. En général, le droit de

¹² ARMAND COLIN/ VUEF, 2001, « Dictionnaire économique », 2^{ème} édition

¹³ Rapport de la commission Européenne sur le contrôle de politique agri-commerce, 2012, « Agricultural Trade »

douane se présente sous deux formes : le droit de douane ad valorem et le droit de douane spécifique.

- Le droit de douane ad valorem est une taxe qui aligne le prix à l'intérieur au prix mondiale. Ce type de droit de douane correspond alors à un pourcentage du prix CAF (Coût Assurance Fret). Ce dernier représente le prix d'un bien importé lors de son débarquement jusqu'au pays destinataire.
- Le droit de douane spécifique est une taxe correspondante à un montant fixe par unité importée. Cela veut dire que ce droit spécifique est prélevé sous forme d'une somme fixe par unité de marchandise importée. Par exemple, 5 dollars prélevés sur une tonne de riz importé.

Le droit de douane est souvent utilisé par le pouvoir public pour augmenter les prix des produits importés. Cette augmentation a pour effet d'accroître la consommation des produits intérieurs substituables à ce produit. Par conséquent, les producteurs sont incités à produire des produits substituables à ce produit.

2.2. Le quota de production

L'intervention des pouvoirs publics est intéressante à l'agriculture. Elle consiste à contrôler l'offre afin de stabiliser les prix et le revenu. Le contrôle peut également exercer directement sur la production mais ex-post par la destruction des excédents des produits. Il peut être aussi s'effectuer de manière indirecte par contingentement du volume des facteurs de production utilisés dans la terre par exemple. En cas d'excédent d'offre par rapport à la demande, l'intervention du pouvoir public est donc nécessaire. Tout comme le droit de douane, le quota de production a tendance à augmenter les prix intérieurs des produits importés ainsi que les revenus des producteurs sans dépense budgétaire supplémentaire et aussi sans favoriser l'exportation.

2.3. Les taxes à l'exportation

Ce sont des taxes imposées généralement aux produits exportés, liées au prix des produits d'exportation une fois embarqué sur le moyen de transport qui l'acheminera vers les pays importateurs. Les taxes contribuent à augmenter les prix des produits d'exportation et sont payées par les producteurs. Ils profitent aux consommateurs nationaux et aux finances publiques par l'augmentation des revenus publiques au détriment des producteurs.

2.4 Les subventions à l'exportation

Une subvention aux exportations des produits est un versement fait à un individu ou à une entreprise qui exporte ses produits à l'étranger. Ces subventions peuvent être aussi ad valorem ou spécifique comme nous avons parlé précédemment. Elles incitent les producteurs à exporter en rendant les ventes à l'étranger plus rentable. Ce qui fait entraîner l'enchérissement des prix de ce produit sur le marché intérieur. Les subventions à l'exportation procurent donc des avantages aux producteurs de bien d'exportation au détriment des consommateurs nationaux.

Ces instruments de politique utilisée par le pouvoir public protègent les producteurs nationaux, en particulier dans le secteur agricole. Ils permettent de rendre compétitif les produits nationaux.

Le développement du secteur agricole est l'un des secteurs qui favorise à l'ouverture au commerce extérieur. L'augmentation du volume des exportations mondiales des produits agricoles conduit à participer au commerce international en tirant certains profits ou bénéfices. Pourquoi les pays s'engagent-ils dans les charges commerciales?

SECTION 3 : L'IMPORTANCE DU COMMERCE AGRICOLE

3.1. Source de devise et sécurité alimentaire

Du côté des pays exportateurs, l'exportation des produits agricoles tirent l'essentiel devise. Ces derniers sont destinés à financer l'importation des autres produits et le développement de ces pays exportateurs.

Du côté des pays importateurs, l'exportation des produits agricoles assurent la sécurité alimentaire et leur bien-être.

3.2. Base des secteurs industriels

La croissance de la production agricole favorise à prioriser l'industrie notamment l'industrie légère c'est-à-dire celle qui est basée sur le développement agricole en utilisant les matières premières, les ressources naturelles.

Par exemple: l'achat et la transformation des matières premières agricoles telle la culture du palmier à huile qui peut être transformée en huile de palme.

3.3. Développement économique

Le secteur agricole constitue une composante essentielle de l'économie d'un pays, plus particulièrement les pays à vocation agricole. Le secteur agricole nécessite de plus en plus de la population active. C'est ainsi, 65% de la population active sont occupés par l'activité agricole : agriculture, élevage, pêche, forêts,Le secteur agricole contribue pour près de 29% au PIB comme nous avons parlé précédemment¹⁴. Ce qui permet d'avoir une croissance économique.

SECTION 4 : OBSTACLES ET MESURES DU COMMERCE EXTERIEUR

4.1. Les obstacles du commerce

- Hausse des prix causée par l'augmentation de la demande des produits agricoles via l'accroissement démographique;
- Problème du changement climatique qui affecte les sols;
- Existence des normes sur les semences destinées au commerce international : emploi de semences agricoles de qualité, de semences bien certifiées c'est-à-dire qui sont produites et aussi bien contrôlées.
- Insuffisance des techniques modernes qui permet d'atteindre les sommes des produits à l'échelle du commerce international.

4.2. Les mesures de développement du commerce extérieur

Pour favoriser le commerce des produits agricoles, à l'échelle mondiale, il doit et il faut :

- Améliorer les rendements produits par l'utilisation des machines ou des techniques modernes;
- Création des zones de libre-échange qui regroupent et suppriment le droit de douane entre les pays membres;
- L'intervention du pouvoir public par le contrôle des dépenses agricoles nécessaires à la gestion agricole.

¹⁴ Cours « développement rural » de Madame Domohina RAMANANTSEHENO, 2016

Le secteur agricole tient une place prépondérante dans le développement économique mondiale. Les facteurs qui influent sur ce secteur sont basés autour des conditions météorologiques et les moyens ainsi que les techniques agricoles. Le commerce extérieur ou international embrasse l'ensemble des échanges entre les nations différentes (exportations-importations). Il se mesure par le contrôle des douanes au moment du passage des marchandises aux frontières terrestres et maritimes. Deux régimes de commerce international s'opposent sans que l'un ou l'autre se soit définitivement imposé. Le commerce des produits agricoles est donc essentiel pour les populations qui dépendent des exportations de ces produits. Les barrières commerciales dans ce secteur sont nombreuses et toujours fortement affectées par les politiques gouvernementales.

**PARTIE II : L'AGRICULTURE
MALGACHE FACE AU COMMERCE
EXTERIEUR**

PARTIE II: L'AGRICULTURE MALGACHE FACE AU COMMERCE EXTERIEUR

L'agriculture joue un rôle important dans l'économie de tout pays. Théoriquement, les pays à vocation agricole tel que Madagascar ne peuvent se passer du développement agricole pour accroître son économie. L'agriculture est non seulement une source de sécurité alimentaire mais elle peut stimuler aussi la croissance de notre commerce extérieur à travers le développement de notre commerce agricole. Ainsi, pour le cas de notre pays, nous allons analyser dans cette deuxième partie, les problèmes de l'agriculture malgache, les caractéristiques du commerce extérieur de Madagascar et enfin, nous allons proposer les moyens afin que l'agriculture malgache soit une perspective pour le développement de son commerce extérieur.

CHAPITRE 1 : LES PROBLEMES DE L'AGRICULTURE MALGACHE

SECTION 1 : L'EVOLUTION ET LA POTENTIALITE DE L'AGRICULTURE DE MADAGASCAR

Madagascar, une île avec une superficie de 59 millions d'hectares divisant en 8% de terres arables, 21% de forêts et 57% pâturages, est dite un pays à vocation agricole. 15% des sols sont à cette vocation. La surface totale des terres exploitées est encore faible car elle occupe 30% des sols à vocation agricole seulement¹⁵.

1.1 L'évolution de l'agriculture

Le développement de l'agriculture à Madagascar est en bloque. Les 80%¹⁶ des malgaches sont des paysans mais ils restent toujours pauvres et la plupart sont victimes de la malnutrition ainsi de la sous-alimentation. Durant une longue durée, l'agriculture n'arrive pas à trouver un vrai épanouissement pour procurer une part importante dans la croissance économique. Cela peut être un résultat de l'inexistence d'une vraie politique agricole. Même si certain programme se met en place pour résoudre les différents programmes.

Depuis toujours, 75% de la population active occupent le secteur agricole. Compte tenu des reliefs, 5% de la surface seulement sont exploitables mais c'est encore énorme face

¹⁵ « Agriculture à Madagascar : le secteur à développer », 2016, www.lagazette-dgi.com, 20 décembre 2016

¹⁶ « Population : qui sont vraiment les pauvres ? », 2016, www.lagazette-dgi.com, 21 décembre 2016

aux autres pays¹⁷. Selon l'INSTAT, les sols cultivables se divisent comme suit : 25% cultures vivrières, 45% cultures industrielles, 90% cultures de rentes destinées au commerce et 3% autres cultures (y compris les cultures maraîchères)¹⁸. La principale culture agricole pour les malgaches est le riz qui couvre plus de la moitié de la surface totale cultivable et représente 72% de la population agricole¹⁹. La plupart des produits vivriers sont destinés à la consommation interne c'est-à-dire à l'autoconsommation.

Jusqu'à maintenant, c'est toujours le cas mais plus les importations des denrées alimentaires manquent à cause d'une croissance démographique élevée durant quelques années. Dans ce cas, la production n'arrive plus à répondre aux besoins des consommateurs. Alors que, la productivité est stationnaire environ 2 tonnes par hectare même si le riz est l'aliment principal de la population. De plus, la destruction de la production due aux changements climatiques ne fait que diminuer le rendement des produits.

Il y a longtemps, Madagascar est connu sur le marché mondial comme producteur et exportateur des divers produits agricoles comme : le café bourbonien, la vanille, le clou de girofle, les crevettes, ... Sur certains d'entre eux, notre pays est considéré comme le premier exportateur mondial et le destinataire recouvre presque le monde entier. Mais depuis la crise de 2009, la trouble politique entraîne une diminution de la demande mondiale et qui a poussé d'autres pays à prendre la place. Jusqu'à nos jours, l'agriculture malgache n'arrive pas à se développer.

1.2 La potentialité de l'agriculture de Madagascar

Madagascar a beaucoup de potentiel dans plusieurs domaines de l'agriculture. En effet, sa situation géographique permet d'offrir sur le marché, national, régional ou mondial une grande diversité de production telle que les cultures vivrières, les cultures de rente, les cultures industrielles, les cultures maraîchères, les cultures fruitières et les cultures à épices.

Les produits vivriers de base tels que le riz, le maïs, les tubercules (pomme de terre, manioc, patate douce) et le sorgho offrent des meilleures perspectives parce qu'ils sont déjà cultivés par la plupart des ménages ruraux. De plus, leur productivité présente une marge de production intéressante grâce à l'abondance des terrains agricoles et des ressources en eau. L'élargissement de ces cultures vivrières nous permettront d'assurer la sécurité alimentaire.

¹⁷ « Agriculture et élevage de Madagascar », 2016, diakadi.com, 21 décembre 2016

¹⁸ « Agriculture, un secteur clé de l'économie », 2016, www.orange.mg, 21 décembre 2016

¹⁹ « Agriculture à Madagascar : le secteur à développer », 2016, www.lagazette-dgi.com, 20 décembre 2016

Les produits de la culture de rente font sa réputation dans le monde. Il est premier producteur de litchi. Il est producteur de la meilleure vanille au monde, nous pouvons trouver les deux types de caféier à Madagascar: l'arabica sur les Hautes terres et le robusta canephora sur les zones de basse altitude.

L'agriculture jouit encore de nombreuses potentialités, malheureusement inexploitées. Nous pouvons alors stimuler la croissance économique par le biais de ce secteur en améliorant notre productivité et en exploitant notre potentialité.

SECTION 2 : LES OBSTACLES SUR L'AGRICULTURE DE MADAGASCAR

Madagascar est un pays riche en ressources naturelles qui s'y trouvent en abondance et très diversifiées. Mais pour écouler les produits sur le marché interne plus largement sur le marché mondial, l'exploitation de ces ressources est encore faible et rencontre plusieurs obstacles.

2.1. Les catastrophes naturelles

Madagascar est un pays sensible aux changements climatiques. Elle n'arrive pas à gérer les impacts sur l'environnement, sur la vie quotidienne de la population à cause de l'insuffisance des moyens pour affaiblir la destruction sur l'agriculture.

Plus souvent, différents phénomènes peuvent contribuer à la dégradation des récoltes tels que : l'érosion et l'ensablement des champs. Les cultures sur brulis font partie d'une des causes importantes de cette dégradation (la fertilité du sol devient deux à trois ans seulement) et peuvent changer les rendements des produits.

En matière de climat, chaque année, en moyenne, trois à cinq cyclones frappent régulièrement Madagascar. Ces catastrophes provoquent ainsi des destructions directes sur la culture due au vent, aux crues, et aux inondations. Ainsi, le changement climatique entraîne les effets suivants : une augmentation de la température, une diminution de la pluviométrie, une augmentation de la violence des cyclones et enfin la répartition moins régulière de la période sèche et de la période pluvieuse mais parfois dominée par la période sèche.

En ce moment, nous sommes déjà la victime de ces changements climatiques. Ces derniers perturbent les calendriers ou les programmes de cultures existants à Madagascar et ne permet pas au monde rural de se développer en terme d'agriculture.

2.2. Le manque de financement

Tous secteurs ont besoins des aides financières pour le déroulement de ces activités. Le rendement des produits dépend des infrastructures et des moyens utilisés lors de la production. Le grand problème est la faiblesse et la détérioration des infrastructures comme : l'irrigation, les pistes, les routes, Cela est engendré par l'inexistence d'entretien, d'investissements nouveaux. Les effets de ce manque sont l'accroissement des coûts d'approvisionnement et la diminution de la rentabilité des activités.

L'absence des banques commerciales sur les marchés ruraux, le risque élevé de défaut dans le ré-paiement des prêts, les taux d'intérêts élevés et la limitation des garanties sont des causes du manque de crédit des agriculteurs venant des micro-finances pour rentabiliser les produits et gagner un peu plus de profit. Cet impact sur la production est une limitation des capacités de production dû à un sous-investissement ou au non-achat d'intrants.

2.3. Les techniques traditionnelles

C'est depuis longtemps que les malgaches avaient comme activité humaine l'agriculture. Mais jusqu'à maintenant, ils pratiquent encore l'agriculture comme une activité principale surtout pour ceux qui habitent dans les zones rurales. Durant cette longue période, ces agriculteurs utilisent toujours la même technique de culture qui n'arrive plus à lutter contre les effets du changement climatique et ne satisfait plus les demandes aux marchés. Ces techniques sont non performantes et donnent des produits qui ne peuvent pas se concurrencer aux produits des techniques modernes qui ont des qualités élevées.

L'agriculture traditionnelle tient une place importante de la population active alors que chaque individu n'exploite qu'une moindre terre qui n'assure pas à l'augmentation de la production nationale. Même si quelques agriculteurs sont déjà intéressés par des nombreuses techniques modernes la plupart s'attachent encore aux techniques de l'époque.

2.4. Les agriculteurs non qualifiés

Un faible taux de scolarisation et d'illettrisme caractérise les PED comme Madagascar. L'utilisation des intrants modernes (exemple machine industrielle) nécessite pour les agriculteurs au moins les connaissances de base alors qu'un faible nombre d'agriculteurs seulement ont les bases. Les mains d'œuvres sont en abondantes à Madagascar, mais n'arrive pas à augmenter la production malgré la centralisation des étudiant(e)s pour la suite de leur étude. Après ces études, les jeunes ne retournent pas chez eux pour épanouir leur

village mais ils préfèrent rester en ville pour des petits boulots qui ne correspondent pas à leur diplôme.

Le grand problème à Madagascar est aussi la centralisation des diplomates qui n'ont pas l'initiative de partager leur connaissance aux paysans de la zone rurale. Alors les agriculteurs ne bénéficient pas le fait d'avoir plusieurs ingénieurs. Les inconvénients sont tous néfastes dans les deux : zones rurales et zones urbaines. La différence sur le développement est l'une des conséquences.

SECTION 3 : LES POLITIQUES AGRICOLES A MADAGASCAR

Nombreuses sont les politiques existantes et applicables pour faire développer le secteur agricole. Tous pays peuvent choisir les politiques qui lui conviennent. Evidemment, Madagascar a alors ces politiques pour protéger et améliorer le secteur agricole. Voici quelques politiques agricoles de notre pays.

3.1. Les cadres stratégiques de développement

3.1.1. Le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté : DSRP (Juillet 2003)

Le DSRP est le fruit d'un processus participatif impliquant certaine catégorie de personnes comme : l'administration, les élus, les parties politiques, la société civile, Divers ateliers ont été organisés pendant novembre 2000 à Mars 2003 tels que : ateliers thématiques, régionaux et de concentration nationale.

L'objectif était de réduire en moitié le taux de pauvreté en dix ans. Sa présentation chez l'ensemble des partenaires techniques et financiers de Madagascar en Août 2003 a conduit notre pays à atteindre le point d'achèvement au mois d'Octobre 2004 et entraîne une annulation importante de la dette du pays.

Le document est composé de cinq grandes parties :

- ❖ Le cadre général d'intervention du DSRP situant le contexte global et donnant une description et une analyse de la pauvreté.
- ❖ Les stratégies de lutte contre la pauvreté avec les objectifs globaux.
- ❖ Les programmes ainsi que les actions à mettre en œuvre.
- ❖ Les coûts et le financement des programmes à mettre en œuvre.

- ❖ Les méthodes de suivi et d'évaluation de la stratégie de réduction de la pauvreté. Les annexes regroupent les plans d'action des ministères.

3.1.2. Le Document de Stratégie de Réduction de la pauvreté – mise à jour : DSRP – MAJ (Juin 2005)

Ce document est simplement la mise à jour du DSRP complet, après une année et demie de mise en œuvre. Il comporte cinq parties :

- Le contexte général et l'analyse de la pauvreté.
- Les objectifs et les axes stratégiques d'intervention.
- Les enjeux de la croissance économique.
- Les programmes de mise en œuvre de la stratégie.
- Les coûts et financements des programmes de mise en œuvre de la stratégie.
- Le système de suivi – évaluation de la mise en œuvre de la stratégie.

3.1.3. Madagascar naturellement : une vision pour Madagascar et ses régions (2004)

La « vision Madagascar naturellement » tient compte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) mais plus précisément le développement de la grande île toute entière. Ce document définit les principes efficaces du développement rural et à l'horizon 2020. Cette image est qu'un pays à vocation agricole doit devenir un pays industrialisé, après continuer dans divers produits satisfaisants jusqu'à l'exportation et l'économie de services.

3.1.4. Madagascar Action Plan : MAP (Octobre 2006)

Le MAP est élaboré pour la période de 2007 – 2012. Il découle de la Vision Madagascar Naturellement. Il décrit la nouvelle stratégie et le nouveau plan d'action destinés à stimuler la croissance économique ainsi réduire la pauvreté à l'aide d'une véritable révolution agricole à Madagascar. Le MAP est aussi un programme complet par exemple l'existence du VOLET AGRICULTURE et avec des objectifs réalistes. Il comprend huit engagements dont le quatrième engagement qui est spécialisé sur le développement rural contient six défis :

- ✓ La sécurisation de la propriété foncière.
- ✓ L'amélioration de l'accès au financement rural.
- ✓ Le lancement d'une révolution verte durable.
- ✓ La promotion des activités orientées vers le marché.
- ✓ La diversification des activités agricoles.
- ✓ L'accroissement de la valeur agricole et la promotion de l'agrobusiness.

3.2. Les stratégies et les programmes de développement rural

3.2.1. Le Plan d'Action pour le Développement Rural : PADR (1999)

C'est un cadre élaboré en 1999, permettant de concevoir, de définir et d'orienter les stratégies et les programmes de développement rural. Il a été retenu comme plan d'action national et a servi tous les programmes et projets de ce développement. Son élaboration a été institutionnalisée par le décret 99-022 du 20 janvier 1999. Il a été actualisé en 2005 avec l'élaboration du PNDR.

3.2.2. La Lettre de Politique de Développement Rural : LPDR (24 septembre 2004)

Cette lettre vise à fournir une vision plus claire des objectifs poursuivis par le gouvernement et des modalités d'intervention privilégiées pour assurer l'efficacité des actions en vue d'atteindre les objectifs. Ce document s'insère dans le travail de réflexion en cours sur la stratégie d'une réduction de la pauvreté. Elle comprend quatre chapitres :

- ❖ Le contexte économique et la politique nationale
- ❖ Les objectifs et les stratégies de développement rural ainsi que les mesures à prendre
- ❖ Les modes opératoires
- ❖ Le suivi

Trois annexes en font aussi parties intégrantes.

3.2.3. Le Programme National de Développement Rural : PNDR (décembre 2005)

Ce programme peut être considéré comme la mise à jour du processus PADR. Son élaboration se réfère à la vision Madagascar naturellement et au DSRP. Il s'inscrit alors dans

le cadre de la mise en œuvre de la politique générale de l'Etat. C'est également un programme national intersectoriel qui doit permettre d'harmoniser et de coordonner les interventions sectorielles et régionales. Le PNDR rappelle et précise les orientations politiques et stratégiques en matière de développement rural, met en exergue la coordination et la mise en cohérence des interventions des divers partenaires techniques et financiers. Il comprend six grandes parties :

- Définition du PNDR
- La vision du monde rural
- Le contexte de la pauvreté
- La prospective du développement rural
- Les grandes orientations du développement rural et les stratégies ainsi que tous les programmes y afférent
- La mise en œuvre, les acteurs concernés par le développement rural et la méthode de suivi évaluation du PNDR

3.2.4. Le plan directeur quinquennal pour le développement rural « MASTER PLAN » (2004-2009)

A l'horizon 2010, le MASTER PLAN a quatre objectifs opérationnels pour accélérer la croissance de l'économie rurale :

- Développement du système de production agricole, d'élevage et de pêche traditionnel orienté vers le marché
- Investissement dans les domaines de la vulgarisation et de la recherche appliquée
- Etablissement d'un environnement plus favorable pour assurer un développement rural rapide et durable
- Création d'alliance pour identifier les ressources financières et promouvoir les opportunités commerciales

3.3. Politiques sectorielles

3.3.1. Le Programme Sectoriel Agricole : PSA (18 mars 2008)

C'est un programme élaboré en janvier 2008 pour une politique sectorielle agricole dans la traduction sur le plan opérationnel et le PSA. Ce programme vise au sens large à moderniser l'agriculture malgache avec une amélioration d'une manière rapide et durable les performances des principales parties. Le PSA regroupe l'ensemble des actions, des projets et des programmes régionaux et nationaux pour atteindre les défis du quatrième engagement du MAP concernant le développement rural et du premier engagement du MAP sur la gouvernance responsable. Il se divise en dix-sept sous programmes opérationnels tels que :

- Sécurisation foncière
- Mise en œuvre du FDA (Fonds de Développement Agricole)
- Promotion du crédit agricole
- Gestion de risque en milieu rural
- Bassins versants, périmètres irrigués
- Intrants, équipements, mécanisations
- Recherche-développement, service agricole et structuration des opérations
- Sécurisation des pôles de production et de sécurité alimentaire
- Développement élevage
- Développement pêche
- Développement filière à valeur ajoutée
- Infrastructure d'accès aux marchés et intégration régionale
- Renforcement des filières agro-industrielles
- Promotion de la transformation et des agro-industries
- Renforcement institutionnels du Ministère de l'Agriculture, d'Élevage et de la Pêche (MAEP)
- Formation agricole et rurale

- Décentralisation

3.4. Politique actuelle

3.4.1. Le Plan National de Développement : PND (2015-2019)

Le PND est maintenant en cours. Actuellement, ces cinq priorités sont relevées. Ce plan est l'une des grandes orientations du développement de Madagascar. Il se base sur la réconciliation nationale. Les cinq grands points importants de PND sont :

- _ Mise en place d'un Etat de droit
- _ Restauration de la sécurité de l'effectivité de la décentralisation pour une solidarité nationale
- _ Préservation de la stabilité de l'économie du pays, mise en œuvre de la croissance inclusive et participation de l'ensemble des acteurs de la vie de la nation
- _ Signalisation des ressources humaines dans le processus de mise en œuvre du développement
- _ Valorisation du capital naturel et renforcement de la résilience aux risques de catastrophe

En ce qui concerne les objectifs globaux, le PND prévoit une croissance économique de 5% en 2015 pour en arriver à 7% en 2016 à travers l'agriculture, la pêche, les mines, les entreprises franches, les BTP, les tourisms et les transports²⁰. Ces secteurs devront présenter des avantages comparatifs grâce à la répartition de revenu juste et équitable qu'il procure. La réconciliation nationale doit constituer une base du renouveau politique, de la relance économique. Elle devra ainsi passer vers une adoption d'une vision commune pour faire sortir Madagascar de la pauvreté.

SECTION 4 : LA PLACE DE L'AGRICULTURE MALGACHE DANS L'ECONOMIE NATIONALE

L'agriculture tient une place importante dans l'économie nationale de Madagascar puisqu'elle est essentielle et considérée comme le premier secteur économique du pays. A elle

²⁰ « Madagascar : croissance inclusive et 22 régions », Décembre 2014, <http://mae.gov.mg>, 19 décembre 2016

seule, l'agriculture participe 45% au PNB et 27% au PIB global pendant une année²¹. Le secteur agricole peut très bien être exploité pour une relance économique et fait un secteur clé de l'économie malgache.

Le président de la république estime que l'agriculture est la plus grande industrie de Madagascar due au nombre des agriculteurs qui occupent trois quarts de la population active. Lors du conseil des ministres de la Commission de l'Océan Indien (COI) en août 2014, son projet est conclu de faire Madagascar le grenier de l'océan indien²².

L'essentiel des produits de culture vivrière surtout le riz, est plutôt destiné à l'autoconsommation même si ces cultures sont dominantes. Ainsi, l'agriculture malgache pratiquée est toujours traditionnelle et peu intensive avec un rendement faible qui n'arrive plus à satisfaire l'auto consommation et entraîne des famines ainsi que des sous alimentations (surtout dans la région sud de Madagascar).

Les fruits et légumes constituent les activités d'appoint et génératrice de revenu pour les producteurs mais surtout pour l'Etat. Ce revenu vient des produits de culture de rente et des cultures d'exportation qui sont destinés à la commercialisation mais avec une proportion faible. Même si le type de culture de rente est exploité pour l'exportation, il apporte une grande part sur la recette de l'Etat comme pour le café bourbonien, il représente 17%²³. Ce même type de culture fait Madagascar comme l'un des premiers producteurs mondiaux de la vanille, c'est aussi une source d'entrée des devises étrangères qui sont utiles pour l'importation.

CHAPITRE II : LES CARACTERISTIQUES DU COMMERCE EXTERIEUR DE MADAGASCAR

Le commerce extérieur joue un rôle non négligeable dans l'économie de tous pays. Sur le plan des exportations, Madagascar a beaucoup d'atout à offrir car plusieurs secteurs d'activité, porteur à l'exportation, font l'objet d'exploitation et d'exportation vers les marchés extérieurs. Les importations restent depuis plusieurs années supérieures aux exportations. Ce qui explique le déficit commercial continu de Madagascar.

²¹ « Développement économique : le secteur agricole apporte chaque année 27% du PIB », Mars 2014, www.xchange-madagascar.com, 20 décembre 2016

²² « La sécurité alimentaire mobilise les bailleurs », Novembre 2014, www.orange.mg, 19 décembre 2016

²³ 2016, diakadi.com

SECTION 1 : EVOLUTION DU COMMERCE EXTERIEUR A MADAGASCAR

1.1 Les exportations

Les exportations des produits alimentaires et de produits agricoles à l'état brut représentaient environ 75 %²⁴ des exportations en 1990. Mais cette situation a changé à cause de l'accroissement des exportations provenant des entreprises franches implantées dans l'île. En 2001, les exportations de Madagascar ont été dominées par le textile et la confection (39 %) et du tourisme (17%)²⁵. La croissance de la production des zones franches est liée au dynamisme de ce secteur qui, entre 1998 et 1999, a créé environ 6 000 emplois supplémentaires et dont le nombre des employés ont presque triplé en quatre ans (13 000 employés en 1995 et 32 000 employés en 1999)²⁶. Par ailleurs, la compétitivité de leurs prix à l'exportation est assurée, grâce à une main d'œuvre de qualité à bon marché.

A la suite d'une croissance importante après 1993, les exportations agricoles sont revenues à la stagnation.

Suite à la crise de 2009, les exportations des produits du secteur textile ont diminué avec la perte d'accès aux marchés préférentiels comme l'AGOA.

Depuis 2014, avec l'entrée en phase de l'exploitation de la mine d'Ambatovy, le nickel est devenu le premier produit d'exportation de Madagascar. Les produits agricoles représentent 20% des exportations dont 10% pour la vanille, 8% pour le girofle et 2% pour d'autres produits (cacao, sucre, poivre, café)²⁷.

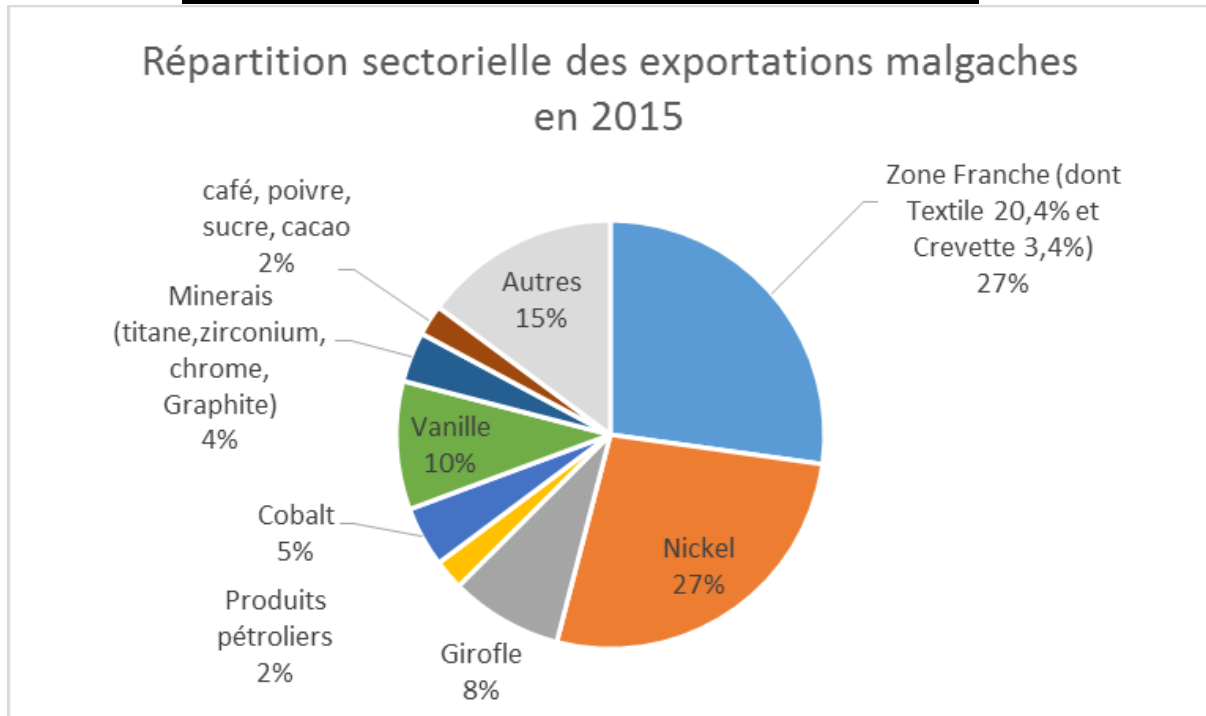
²⁴ Etude diagnostics sur l'intégration du commerce Madagascar, 2003, Tome I

²⁵ Thèses de ANDRIANARIVONY Loya Manana : « Madagascar face au commerce international », Mai 2014

²⁶ BCM, Rapport annuel 1999

²⁷ Ambassade de France à Madagascar, Juin 2016, « Note sur le commerce extérieur de Madagascar en 2015 »

FIGURE 1 : Répartition sectorielle des exportations malgaches en 2015



Source : BCM, 2016

1.2 Les importations

Madagascar importe principalement des machines, du matériel de transport, des produits alimentaires, des combustibles et des produits chimiques.

A cause du besoin des matières premières dans certains secteurs, l'importation des tissus a connu une croissance importante. Les importations de machines et d'équipements de transport ont contribué de façon notable à la croissance des importations. En agriculture, les importations de produits alimentaires tels que le riz ont augmenté au cours des dernières années, en raison de la baisse de la production agricole due en grande partie aux aléas climatiques.

Mais en 2015, les besoins d'intrant de la mine d'Ambatovy (charbon, phosphate, calcaire) ont augmenté la part des matières premières importées soit 22%. Les facteurs énergétiques importés sont 15% du total des importations, 13% pour les biens de consommations et 10% pour les produits alimentaires. D'autres biens comme les biens d'équipements sont aussi importés par Madagascar.

Tableau n° 5 : Evolution des importations de Madagascar 2011 – 2015) (part en % du total importé)

Importations CAF	2011	2012	2013	2014	2015	Variation en valeur 2014-2015
Energie	21,60%	22,90%	20,40%	20,00%	15,10%	-28,70%
Matières premières	18,60%	18,10%	17,80%	19,10%	21,60%	6,40%
Equipement	17,90%	15,10%	13,50%	13,30%	14,80%	4,60%
Zone Franche	15,30%	13,90%	15,20%	15,60%	16,60%	0,20%
Biens de consommation	12,30%	12,40%	12,10%	12,30%	13,10%	0,90%
Alimentation	8,50%	8,30%	12,50%	11,10%	10,00%	-15,00%
Autres régimes douaniers	5,80%	9,30%	8,40%	8,70%	8,70%	-5,50%

Source : BCM

1.3 L'évolution et les différents obstacles aux commerces extérieurs

Tableau n° 6 : Evolution du commerce extérieur de Madagascar 2008 – 2015 (millions d'euros)

	Millions d'euros				Variation			
	Exportations	Importations	Solde	Total	Exportations	Importations	Solde	Total
2008	1144,21	2827,6	1683,39	3971,81				
2009	788,48	2247,86	1459,38	3036,34	-31,10%	-20,50%	13,30%	23,60%
2010	835,3	2120,23	1284,93	2955,53	5,90%	-5,70%	-12%	-2,70%
2011	1185,94	2330,19	1144,25	3516,13	42,00%	9,90%	10,90%	19,00%
2012	1226,92	2701,68	1474,76	3928,6	3,50%	15,90%	28,90%	11,70%
2013	1478,4	2830,73	1352,33	4309,13	20,50%	4,80%	-8,30%	9,70%
2014	1675,74	2866,64	-1190,9	4542,38	13,30%	1,30%	11,90%	5,40%
2015	2071,61	3506,18	1434,57	5577,79	23,60%	22,30%	20,50%	22,80%

Source : DOTS FMI

A cause de la crise que le pays a traversée en 2009, le commerce extérieur malgache s'est d'abord contracté de 25%²⁸ en 2009-2010 avant de se redresser lentement à partir de

²⁸ Lanto RAZAFINDRAMIADANA, Aout 2016, www.dggfpe.mg, Décembre 2016

2011. Parallèlement, la récession économique mondiale continue d'avoir ses effets sur l'économie du pays, accablant notamment les recettes d'exportations et l'afflux des financements extérieurs. En effet, la restriction de la demande extérieure induite par la crise économique mondiale en 2010 continue à biaiser les échanges commerciaux de la Grande Ile avec l'extérieur. Cette crise s'est traduite par une baisse des prix de certains produits locaux destinés à l'exportation. Il s'agit, entre autres des crevettes dont l'exportation a connu une réduction de 30% en valeur en 2010, par rapport à l'année 2008.

Ensuite, les mesures tarifaires appliquées par certains pays constituent un obstacle aux exportations. Ces mesures sont des barrières qui peuvent être des contingents, quotas, ou d'exigence en matière de normes (sanitaires, techniques, ...). Cela réduit alors les quantités qui peuvent être exportées.

Cependant, l'augmentation des exportations du secteur textile ainsi que du nickel d'Ambatovy s'accompagne toujours d'une hausse des importations des intrants qu'ils ont besoin pour leurs activités. De plus, la baisse de la productivité agricole est aussi une des principales raisons qui causent la hausse des importations de Madagascar.

Au total, le commerce extérieur de Madagascar s'est toujours caractérisé par un déficit de la balance commerciale et s'inscrit en croissance molle.

Figure 2: Evolution du commerce extérieur 2008-2015



Source: DOTS FMI

SECTION 2 : LE COMMERCE AGRICOLE MALAGASY FACE AU COMMERCE INTERNATIONAL

2.1 Les exportations et les importations

Madagascar tient une grande place dans l'exportation. Depuis plusieurs années, il tient une place importante dans l'exportation agricole dans le monde. Plusieurs produits de la culture permanente ou culture pérenne tels que la vanille, le girofle, les litchis, le cacao, le poivre, ... font la réputation de Madagascar sur le marché international. Elle se place au premier rang dans l'exportation de litchis dans le monde. Les épices en provenance du pays sont très appréciées et très recherchées. Il est le premier pays exportateur d'épices comme la vanille et aussi d'autres huiles essentielles. Les autres filières d'exportation incluent le café, le thé et le cacao de haut de gamme.

Cependant, des obstacles liés aux normes sanitaires et phytosanitaires bloquent le développement des exportations. Fautes d'infrastructures et de mécanisme efficace de commercialisation, la production des zones en excédent dans le pays ne parvient pas à être acheminé vers celle en déficits. La dégradation de la productivité à obliger Madagascar à effectuer des importations alimentaires comme le riz qui, avant, fait partie des produits d'exportation pour le pays.

2.2 Quelques produits d'exportation agricole et d'importation agricole de Madagascar

2.2.1 La vanille

La vanille est une épice constituée par le fruit de certaines orchidées lianescentes tropicales. La culture de la vanille est introduite à Madagascar depuis 1880. Madagascar compte 7 régions productrices de vanille : Diana, Sofia, Sava, Atsimo-Atsinanana, Atsinanana, Analanjirifo, Vatovavy Fitovinany. La vanille représente 5% de notre PIB²⁹. C'est également le produit phare qui fait la renommée de Madagascar. Il détient le titre de meilleure vanille au monde en terme de goût et de parfum, et pour l'instant nous en sommes le premier producteur. Nous produisons environ 80% de la production mondiale³⁰.

²⁹ R. Edmond, « Exportation : la vanille malgache de nouveau menacée par la flambée des prix », Juillet 2016, www.midi-madagasikara.mg, 21 décembre 2016

³⁰ « Vanille », Mars 2014, <http://tyane84.wordpress.com>, 22 décembre 2016

Photo n°1: Vanille



Source: provanille.fr, 28 Décembre 2016

Mais de nombreux problèmes entravent le bon développement de la filière :

- Le prix de la vanille peut atteindre 500.000 à 600.000Ar le kilo, alors que le prix au niveau international ne se situe qu'entre 50 et 70 USD³¹.
- La plupart des produits cueillis en ce moment sont des gousses de vanille verte qui ne remplissent pas les conditions optimales pour un taux de vanilline suffisant.
- De la vanille mal préparée est emballée sous vide.
- Présence d'un champignon nocif qui rend impropre le produit à la consommation
- On note également une certaine tension entre les contrôleurs du Ministère du Commerce et de la Consommation et les opérateurs dans la filière.
- La sécurité et la protection des productions ne sont pas encore assurées.

Face à ces problèmes, le Ministère a déjà pris des mesures pour les produits sous vide douteux qui ne respectent pas les normes requises pour ne pas détruire le label « Vanille de Madagascar » qui est encore meilleur dans le monde.

Malgré la concurrence d'autres pays tropicaux et les faiblesses qui menacent cette filière, Madagascar reste toujours le premier exportateur mondial de la vanille dans le monde. Elle réalise 60% de la vanille exportée dans le monde³².

2.2.2 Le litchi

C'est un fruit comestible, produit par l'arbre tropical *Litchis chinensis* de la famille des Sapindaceae. Il est originaire de Chine et a été introduit à Madagascar depuis 1764. Le litchi constitue une source de devise importante pour Madagascar. Nous sommes le premier exportateur de litchis vers le marché européen depuis 1987. Les principales producteurs sont

³¹ « Vanille de Madagascar : forces et faiblesses », Novembre 2015, www.sobikamada.com, 21 décembre 2016

³² « Madagascar, une possible production de vanille malgache en baisse pour la récolte 2015 », www.indian-ocean-times.com, 29 décembre 2016

concentrés sur le long de la cote Est (800Km) de la grande ile depuis Tamatave jusqu'à Tolagnaro.

Photo n°2: Litchi



Source: <http://jardinage.ooreka.fr>

C'est un fruit comestible, produit par l'arbre tropical *Litchis chinensis* de la famille des Sapindaceae. Il est originaire de Chine et a été introduit à Madagascar depuis 1764. Le litchi constitue une source de devise importante pour Madagascar. Nous sommes le premier exportateur de litchis vers le marché européen depuis 1987. Les principaux producteurs sont concentrés sur le long de la cote Est (800Km) de la grande ile depuis Tamatave jusqu'à Tolagnaro.

L'avantage de Madagascar par rapport à ces concurrents est le fait que notre litchi arrive au marché international quelque jour avant la période de fête (Noël) parce que celui de ses concurrents qui sont l'île Maurice et l'Afrique du Sud n'arrive respectivement que le début décembre et mi-janvier.

Mais la qualité du litchi de Madagascar est en train de se dégrader à cause du vieillissement des plantations et l'absence des entretiens culturels. Ce qui rend le litchi malgache moins compétitif au niveau mondial. Les arbres sont éloignés d'un centre de collecte et donc beaucoup de fruit ne sont pas récoltés. Les infrastructures routières se dégradent, cela rend difficile l'écoulement des produits vers les stations de soufrage et de conditionnement de Tamatave. Pourtant la maîtrise du soufrage apparaît comme une barrière importante à l'exportation du litchi. En effet, Madagascar exporte en effet des litchis conventionnels en gros volumes, ils devraient encore être traités au soufre pour se conserver lors du transport,

Les principaux pays destinataires de ce produit sont l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, le Pays-Bas et surtout la France.

2.2.3 Le riz

C'est une plante tropicale poussant de préférence dans les contrées chaudes et humides, une agriculture ancestrale, pratiquée 6500 ans avant J-C en Thaïlande. Il joue un rôle primordial dans l'alimentation puisque c'est l'aliment de base des malgaches. Ces

derniers sont le deuxième plus grand consommateur de riz après le Myanmar. La plupart des malgaches cultivent le riz et les rizicultures occupent presque la moitié des terres cultivées de l'ensemble du pays.

Photo n° 3: Riz



Source: www.espace-musculation.com, 28 décembre 2016

Avant, nous avons déjà pu exporter du riz. Comme en 1924, nous avons exportée 80 000 tonnes de riz en France³³. Mais le riz malgache fut déprécié sur les marchés extérieurs face aux exigences des acheteurs. Malgré cela, la variété dite « vary lava », à grains longs, très gros, durs, parfaitement translucides, cultivés dans quelques régions de Betsimitatatra, de Soavina, de Betafo répondent à ces exigences.

En ce moment, nous sommes placés au 19ième rang mondial dans la production, soit 3,4millions de tonnes de paddy par an. Madagascar est le plus grand producteur de riz de l'Afrique subsaharienne³⁴. Le rendement moyen du paddy reste faible, soit à 2,6T/ha³⁵. Madagascar devrait pourtant avoir un rôle à jouer sur le marché du riz. La production n'a plus arrivé à satisfaire la consommation nationale qui ne cesse de hausser avec un taux de croissance de 6 à 7 par an. Le pays devient alors un grand importateur du riz, près de 200 000 tonnes par an, soit 1/3du riz commercialisé sur le marché mondial³⁶.

Les principaux problèmes dans cette filière sont :

- Le secteur rizicole n'a jamais reçu d'appui soutenu des régimes successifs
- Utilisation des techniques traditionnelles et insuffisance des engrais qui n'est qu'environ 10Kg/ha
- Le désengagement de l'Etat de l'entretien des infrastructures hydro agricoles

³³ « Le riz », 18 Novembre 2016, Revue de Madagascar n°2, page 9, www.ilerouge.org

³⁴ 18 Novembre 2016, <http://www.agriculture.gov.mg>, 18 décembre 2016

³⁵ « Madagascar-Note sur la politique rizicole », 1 Décembre 2016, siteresources.worldbank.org, 20 décembre 2016

³⁶ 1 Décembre 2016, « Production rizicole », www.ppr.mg, 20 décembre 2016

- Menace de la briqueterie et de l'urbanisation entraînant la réduction des surfaces rizicoles

A long terme, un potentiel considérable existe pour augmenter la productivité rizicole à Madagascar et baisser les coûts de production. Le soi-disant écart de rendement – défini comme étant la différence entre le rendement moyen atteint par les champs des paysans et le rendement atteint sous des conditions expérimentales en utilisant des intrants améliorés et selon les pratiques de gestion recommandées – est encore plus large à Madagascar par rapport à la plupart des autres pays. Le FOFIFA, l'Institut National de recherches agricoles, rapporte que cet écart de rendement est de 67,5%³⁷. Ainsi, Madagascar a encore beaucoup de possibilité d'éviter la dépendance aux importations rizicole et même, il a de perspective d'en exporter sur le marché d'Afrique.

SECTION 3: POLITIQUE COMMERCIALE

La politique commerciale de Madagascar est un document relatant les politiques et les pratiques commerciales de Madagascar ainsi que les perspectives envisagées.

Madagascar a poursuivi la politique de libéralisation de son commerce intérieur et extérieur axée sur la promotion des exportations, en créant un cadre institutionnel moderne pour protéger la branche de production nationale et les producteurs locaux contre les pratiques anticoncurrentielles, en l'occurrence le Conseil de la Concurrence et l'Autorité Nationale chargée des Mesures Correctives Commerciales, en encourageant le Secteur privé, et en collaborant étroitement avec les Organisations régionales et internationales et les partenaires techniques et financiers.

3.1 Objectifs de la politique commerciale

Les objectifs globaux de la politique commerciale mettent l'accent sur :

- La mise en place effective d'une concurrence saine et loyale, ainsi que le maintien des règles non discriminatoires ;
- La promotion des échanges commerciaux internationaux et la diversification des produits et marchés d'exportation ;

³⁷ « Madagascar-Note sur la politique rizicole », 1 Décembre 2016, siteresources.worldbank.org, 20 décembre 2016

- La poursuite des efforts visant à promouvoir la mise aux normes et qualité internationales exigées par les partenaires commerciaux afin que les produits malagasy soient compétitifs au niveau mondial ;
- La levée progressive des barrières non tarifaires et la facilitation du commerce en général
- l'intégration de Madagascar dans les sphères internationales et régionales, et qui consiste à faire intégrer le commerce dans la stratégie nationale de développement et surtout à placer le commerce comme la base et le levier de développement national ;

Le Ministère du Commerce et de la Consommation fait de grands efforts pour le développement et la professionnalisation de l'exportation dans le but de renverser progressivement le déficit commercial. Trois points sont ainsi mis en exergue :

- ❖ L'amélioration de la production
- ❖ L'allègement des procédures d'exportation
- ❖ La protection des professionnels de la filière : les paysannes productions, les collecteurs, et les exportateurs

L'État demande en contrepartie que les professionnels rapatrient les devises, et paient les impôts. Ainsi, puisque les exportateurs sont protégés par l'État, ils doivent rapatrier les devises et améliorer la gestion de leurs entreprises.

3.2 Les instruments de la politique commerciale

- ❖ *Accès à l'OMC et participations à des accords commerciaux*

Madagascar a accédé à l'OMC le 17 novembre 1995. Comme les autres Membres de l'OMC, elle a adopté intégralement les résultats du Cycle d'Uruguay. Étant classée parmi les PMA, Madagascar bénéficie du traitement spécial et différencié accordé aux pays en développement sous la forme d'exemptions ou de l'application différée de certaines dispositions. Madagascar a participé au processus du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des PMA en faisant une évaluation de ses besoins en la matière. Elle a déjà reçu une assistance technique de certaines organisations internationales, dont l'OMC. Mais elle a encore besoin d'une assistance importante dans de nombreux domaines liés au commerce.

Outre son accession à l'OMC, Madagascar a participé plus activement à certains accords commerciaux régionaux afin d'accroître ses échanges et de mieux tirer parti de ses avantages comparatifs. Le pays est engagé dans un processus de libéralisation commerciale

avec ses partenaires dans le cadre de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), d'une part, et des accords de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne (UE), d'autre part. Aux termes de l'Accord de Cotonou (qui a remplacé la Convention de Lomé), de nombreux produits qu'elle exporte vers l'Union européenne bénéficient d'un traitement préférentiel non réciproque sous la forme d'une exemption des droits d'importation. Madagascar est aussi membre du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA), de l'Initiative transfrontière (ITF) et de la Commission de l'océan indien (COI).

❖ *Politique de change*

A partir de 1994, Madagascar a entrepris la réforme en profondeur de son système de change en instaurant un système de flottement libre c'est-à-dire un régime de change flottant. Les cours de la monnaie nationale sont alors déterminés en fonction de l'offre et de la demande. Par l'ajustement continu des cours aux fondamentaux, le MID a permis d'éviter les dévaluations brusques qui sont beaucoup plus coûteuses pour l'économie. La flexibilité du taux de change a contribué à corriger les déséquilibres extérieurs alors que l'économie malgache est fortement dépendante de l'extérieur. L'adoption d'un taux de change flexible a contribué à atténuer ce problème de manière automatique, dans la mesure où le déficit entraîne une dépréciation de la monnaie nationale et par la suite un regain de la compétitivité.

❖ *Les droits de douanes*

Madagascar a considérablement libéralisé son régime de commerce extérieur au cours des dernières années surtout suite à la privatisation des entreprises de l'Etat. Les droits de douane sont depuis le principal instrument de sa politique commerciale. Le gouvernement a mis l'accent sur la promotion des exportations. Les droits de douane et les autres droits et impositions sur les produits agricoles et sur les produits chimiques ont été consolidés.

❖ *Label*

La productivité et les exportations traditionnelles ont stagné, voire décliné, bien que des efforts soient en cours dans certains sous-secteurs pour relancer la compétitivité. En même temps, une détérioration des qualités des exportations a été observée du fait du vieillissement des cultures pérennes et du non fonctionnement des mécanismes de contrôle qualité. Ce conduit à la baisse les exportations agricoles. Afin de répondre aux exigences du marché international, un label a été mis en place par un groupe de société d'exportation pour gagner la confiance des sociétés importatrices. Il s'agit du label Horeb qui se traduit par les indicateurs Hygiène, organisation et restauration de l'environnement et de la biodiversité a été

créé en 2008 par ce chef d'entreprise. Son objectif était de rehausser l'image des produits d'exportation malgache en fruits et légumes.

SECTION 4 : LES PARTENAIRES COMMERCIAUX DE MADAGASCAR

4.1. Clients

La majorité des exportations malgaches sont destinées vers les pays de l'Europe. En 2015, 41% des exportations effectuées se sont dirigées vers l'Union Européenne³⁸. La France demeure le premier client historique de Madagascar. Elle a absorbé en 2013 un quart des exportations malgaches. Après l'Union européenne, une grande part des exportations de la grande île est destinée vers la zone APEC, l'Asie émergente et en développement. Même si Madagascar est membre des marchés régionaux (COI, COMESA, SADC), le pays échange relativement peu avec ses voisins ; l'Afrique et l'Océan Indien.

Tableau n° 7 : Les 10 premiers clients de Madagascar

Pays	% du TOTAL	
	2008	2015
France	38,9	15,2
USA	20,3	12,7
China,P.R.: Mainland	3,3	7,1
South Africa	1,9	5,9
Japan	0,5	5,5
Netherlands	2	5,4
Germany	5	5,1
Belgium	1,5	5
India	0,8	4,4
Korea	0	3,4

Source : DOTS FMI, 2015

4.2 Fournisseurs

La Chine se place au premier rang du fournisseur de Madagascar, la France se trouve à la deuxième position, viennent ensuite Bahreïn, l'Inde, Koweït et Maurice.

³⁸ Lanto RAZAFINDRAMIADANA, Aout 2016, www.dggfpe.mg

Tableau n° 8 : Les 10 premiers fournisseurs de Madagascar

Pays	% du total	
	2008	2015
China,P.R.: Mainland	20,1	24,8
France	6,3	10,3
Bahrain,	8,7	5,6
India	4,4	5,5
Kuwait	0	4,5
Mauritius	2,1	4,5
South Africa	5,7	4,3
Belgium	1,4	2,2
United ArabEmirates	1,9	2,1
Pakistan	1,3	2

Source : DOTS FMI, 2015

Au total, selon les données du FMI, la Chine est le 1er partenaire commercial de Madagascar avec un volume d'échanges de 1,1 Md USD en 2015, devant la France (746 MUSD).

CHAPITRE 3 : L'AGRICULTURE : PERSPECTIVES POUR LE DEVELOPPEMENT DU COMMERCE EXTERIEUR DE MADAGASCAR

Madagascar est un pays doté de plusieurs potentialités dans le secteur agricole. Cependant, la plupart de ces potentialités ne sont pas encore exploitées. Des politiques agricoles et commerciales visant à développer le secteur agricole et le commerce agricole seront nécessaires afin que ces derniers contribuent au développement du commerce extérieur de Madagascar.

SECTION 1 : LES MOYENS A TRAVERS LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE

Tous pays ont leurs propres faiblesses dans leur secteur d'activité où ils espèrent de faire développer le pays. Chaque faiblesse est remédiée par des moyens à qui elle est correspondante. Pour le cas de Madagascar, le problème se focalise dans le secteur agricole pour pouvoir mieux développer son commerce extérieur. Voici quelques solutions pour résoudre les problèmes de l'agriculture chez nous : formation des agriculteurs, constructions des infrastructures nécessaires pour le secteur agricole, augmentation des crédits agricoles, gestion de l'espace territoriale.

1.1 Formation des agriculteurs

A Madagascar, le secteur agricole est encore occupé par des agriculteurs de l'époque. Ils utilisent des techniques traditionnelles qui ne font que diminuer le rendement des produits et détruisent la fertilité du sol pour les prochaines cultures. L'Etat malgache n'a pas encore trouvé les moyens le plus efficace pour le développement de son agriculture. Mais il essaye de chercher le moyen le plus adaptable face à ces défauts.

La formation des agriculteurs est l'une des principales solutions pour faire augmenter la productivité de Madagascar. Nous savons déjà que Madagascar est un pays pauvre, placé sur la troisième place des derniers pays pauvres du monde³⁹. Mais nous cherchons encore les moyens les plus fiables pour l'épanouissement du secteur. Cette formation concerne : l'utilisation des machines (comme des tracteurs, ...), changement des semences et des engrais (utilisation des semences et des engrais de bonnes qualités), formations psychologiques des agriculteurs, maîtrise des nouvelles technologies, formation des spécialistes en agriculture.

Pour la formation des agriculteurs, la connaissance de l'utilisation des machines industrielles est encore faible mais c'est là que l'importance des formations des agriculteurs est nécessaire. Lors du 16^{ème} sommet de la francophonie qui s'est déroulé le 22 au 27 novembre à Madagascar, certains accords se sont signés entre Madagascar et les pays partenaires. Le Viêt-Nam est le pays qui a un accord avec notre pays sur l'importation du riz et surtout pour la formation gratuite des agriculteurs malgaches en 2017. Nous devrions bien saisir les bonnes occasions comme ceci pour le développement du secteur agricole et surtout pour faire augmenter notre production ainsi pour améliorer la qualité de notre produit.

Le but de cette formation est d'augmenter la productivité nationale des produits nationaux et d'augmenter les revenus des producteurs pour pouvoir améliorer la production après mais aussi de protéger les consommateurs nationaux, utilisation des techniques modernes.

1.2 Construction des infrastructures pour l'agriculture

Pour un travail, l'existence des infrastructures aide beaucoup les travailleurs à réaliser la production qu'il désire. Pour l'agriculture, les infrastructures concernent l'eau et les routes qui sont les grands obstacles. Pour l'eau qui est la source de vie des humains, le nombre des canaux et des fleuves autour des champs est faible d'un côté. Et d'autre part, les routes sont des infrastructures les plus manquantes mais aussi les plus utiles surtout pour la zone rurale.

³⁹ « Classement des FMI, Madagascar dans les 5 des pays les plus pauvres au Monde », 2016, www.matin.mg, 26 décembre 2016

L'amélioration du système d'irrigation est la solution la plus efficace concernant l'eau. Il assure bonne circulation d'eau vers le champ destiné. Surtout lors de la saison d'hiver, l'eau est insuffisante alors il faut le bien partager pour que chaque champ reçoit d'eau.

L'amélioration du réseau routier est également la solution pour stabiliser le prix des produits nationaux surtout pour les régions enclavées. Les routes sont les seuls moyens pour relier deux endroits en termes d'échange ou pour des simples déplacements. Elles facilitent l'écoulement des produits et encouragent ainsi les producteurs à augmenter leur production car leurs risques de perdre à cause de la destruction des produits diminuent.

Toutes infrastructures sont utiles pour toutes sortes de culture, pour une amélioration des productions, pour une amélioration des qualités. Quelque soit les infrastructures qui sont détruites lors des catastrophes naturelles (cyclones par exemple), l'Etat doit toujours financer les diverses constructions et chercher ailleurs en cas d'insuffisances.

La production augmente, la qualité s'améliore, le temps à perdre diminue, le prix des produits diminue à cause de la circulation rapide des automobiles, ce sont des avantages pour les consommateurs et les producteurs venant de la construction des infrastructures. La réalisation de ce projet nécessite des argents.

1.3 Augmentations des crédits agricoles

A Madagascar, les banques commerciales fuient les gens qui ont le plus besoins d'eux. Un grand nombre des banques se situent au centre-ville pour satisfaire les besoins des consommateurs. Mais pour arriver au stade de développement d'un secteur, l'existence des micro-finances est très importante.

Les agriculteurs ont beaucoup besoins des crédits bancaires pour pouvoir dérouler leur activité, surtout pendant la période où ces agriculteurs attendent encore la maturation des produits. Pendant ce temps, ils pratiquent aussi d'autres activités qui sont considérées comme le supplémentaire de leur travail pour gagner un peu plus de profit.

Les crédits bancaires sont aussi utiles pour la construction des infrastructures qui est le premier besoin des paysans. Dans le continent africain, le réseau des caisses d'épargne et de crédit agricole mutuel (CECAM) est un des pionniers en matière de micro-finance rurale. La plus proche solution du micro fiance est de promouvoir les systèmes de financement rural.

Parfois, le taux d'intérêt du crédit bancaire est trop élevé lors du remboursement, qui n'incite même pas les agriculteurs à emprunter des argents chez les banques commerciales. Mais lorsque les banques facilitent leurs conditions d'emprunts, presque tous les agriculteurs ont des confiances vers les banques et sont attirés aux divers services des banques.

Dans ce cas, la production va augmenter, la qualité du produit va s'améliorer, il n'y a pas d'exode rurale car les paysans ne cherchent plus de travail et du crédit bancaire.

1.4 La propriété foncière

Toutes terres immatriculées, non-cadastrées, non titrées rentrent dans le domaine de l'Etat. L'acquisition et l'avoir d'un terrain sont les premières garanties de faire une production élevée. En 2005, 10% des paysans possèdent des titres de propriété⁴⁰. Alors qu'avoir un titre de propriété rassure plus les activités des agriculteurs c'est-à-dire l'activité est sécurisée. Et pour avoir une croissance, on suppose une gestion rationnelle de l'espace et de la maîtrise de l'urbanisation.

Pour que les agriculteurs reçoivent des titres de propriété c'est-à-dire fait l'occupation de fait en occupation de droit en lui offrant :

Pour le domaine public de l'Etat, soit par un transfert de gestion :

1. Concession de 30 années : l'Etat donne le droit d'exploiter son propre bien. C'est donc la concession d'un service public.
2. Permis d'exploitation : le permis vient de l'Etat pour l'exploitation des biens de l'Etat.
3. Autorisation spéciale : le permis est fait pour les personnes spécialisées sur un domaine.

Soit par un transfert de gestion s'il s'agit d'un déclassement en domaine privé de l'Etat par :

- Bail emphytéotique : c'est un contrôle de gestion donné à un privé pour gérer un bien pendant 99ans.
- Bail ordinaire : gestion d'un bien pendant 18 à 50 ans.
- Location de gérance : loué le bien de l'Etat mais après on a le droit de devenir le propriétaire ou le restitué.

Pour le domaine privé de l'Etat, le transfert de propriété se fait comme suit :

- Dotation foncière : c'est-à-dire l'Etat a octroyé une part de ses espaces à une collectivité de centralisation.
- Cession à titre onéreux : l'Etat vend ses espaces aux privés.

⁴⁰ Jules RAZAFIARIJAONA, « Aucune politique appropriée pour les paysans », cours 2016

- Cession à titre gratuit : l'Etat fait une donation d'un espace à une communauté ou à un organisme.

La réalisation de tous ces transferts permet aux agriculteurs de pratiquer leur travail sans crainte et sans peur. La sécurisation foncière est donc une sécurisation des investissements. Alors la gestion foncière peut contribuer au développement du commerce extérieur de Madagascar.

SECTION 2 : LES POLITIQUES COMMERCIALES SOUTENANT LES COMMERCE AGRICOLES

2.1 Création des infrastructures facilitant le commerce

La faiblesse des infrastructures reste un obstacle sérieux contribuant au retard de Madagascar en matière de commerce, il faut donc remédier ces entraves en créant des :

- Routes

Les infrastructures routières à Madagascar doivent être réhabilitées ou aménagées au moins. La voie routière demeure pour le moment le moyen de transférer les produits à exporter avec un faible coût vu que les coûts du transport aérien sont élevés et les transports ferroviaires sont quasi-inexistants. Les investissements devraient donc être orientés vers ces infrastructures routières.

- Maisons de stockage et maison de collecte

Les nombres de ces magasins de stockage et de collecte doivent aussi être augmentés pour que les produits d'exportations agricoles ne se périssent rapidement.

- Transports

Les producteurs devraient bénéficier des aides du gouvernement ou de certains organismes en matière de transport parce que c'est souvent la cause du non acheminement des produits vers les maisons de collecte. Les transports des produits à exporter devraient donc assurer à l'avance pour satisfaire les demandes mondiales prévues. C'est une sorte de subvention de l'Etat à l'exportation. L'Etat devrait ainsi chercher à augmenter les moyens de transports nécessaires à la collecte des produits, des transports qui vont permettre d'atteindre les zones de production enclavés.

2.2 Création d'une organisation au profit des exportateurs

C'est une organisation qui se chargera d'informer les producteurs locaux de la situation du marché mondial afin qu'ils puissent s'y intégrer facilement. Par exemple, les demandes mondiales doivent être su au plutôt possible afin d'éviter la surproduction. Cet organisme peut également jouer le rôle d'intermédiaire pour leur faire savoir les normes exigées par les importateurs des produits malgaches car une des principales raisons de la dégradation des exportations agricoles de Madagascar est le non-conformité des produits agricoles aux exigences des acheteurs que ce soit en matière de qualité ou de technique. Enfin, il faut aussi créer des agences qui coordonneront et fédéreront tous les efforts de promotion existants ; et développeront aussi les instruments financiers qui permettront aux exportateurs de minimiser leurs risques de change.

2.3 Intervention de l'Etat dans le prix

Même si les pays en développement n'ont pas toujours ce pouvoir, Madagascar peut améliorer l'efficacité de la politique des prix par l'intermédiaire de l'Etat en définissant et en mettant en place un mécanisme de fixation des prix à la production variable en fonction de la qualité livrée d'une part et ciblera. Nous pouvons imposer le prix mondial à notre profit pour certains produits dont le marché est encore dominé par nous. Par exemple, le marché du litchi pour les européens, le marché de la vanille, ...Cela peut encourager et motiver les exportateurs malgaches. Alors le Ministère doit battre pour cela tout comme tout autre pays qui impose le prix lorsqu'il a le pouvoir de négociation.

L'Etat doit aussi faire des subventions aux intrants sur ceux qui contribuent particulièrement à l'amélioration de la compétitivité et de la qualité des produits (transport et emballage des produits, conditionnement, plants certifiés, engrais et traitements phytosanitaires pour les petits producteurs).

L'agriculture de Madagascar est très importante car elle occupe la plupart de la population. L'activité des malgaches se focalise sur le secteur agricole. Mais ce secteur connaît nombreux problèmes : le changement climatique, le manque de financement, la technique traditionnelle, la non qualification des agriculteurs. Alors l'Etat a mis en place des politiques pour faire développer ce secteur. C'est pour cela que Madagascar est connu sur le plan international pour les exportations des produits agricoles.

La principale politique commerciale de Madagascar est la libéralisation de son économie. Le commerce extérieur de Madagascar a évolué depuis quelques années malgré la crise de 2009. Elle est pourtant caractérisée par un déficit continu de la balance commerciale. Même si le nickel et le secteur textile contribuent une part importante des recettes à l'exportation, Madagascar a beaucoup d'avantage sur le commerce agricole. Ce dernier joue surtout un rôle important dans l'exportation agricole grâce à ces cultures de rente qui font ses réputations depuis plusieurs années. Le secteur agricole offre ainsi de bonne perspective de croissance dans l'avenir.

Mais des mesures devraient être prises pour que cela se réalise. D'abord, nous avançons des politiques agricoles qui augmenteront la productivité afin d'élargir et de diversifier les produits d'exportations qui sont la formation des agriculteurs pour les techniques modernes, la construction des infrastructures pour une continuation des travaux, création des crédits agricoles pour aider les agriculteurs face aux difficultés d'argent, enfin la gestion foncière qui sécurise l'investissement des paysans. Ensuite, des politiques commerciales faciliteront le commerce et surtout réduiront le déficit de la balance commerciale à travers le commerce agricole. Ces politiques commerciales sont la création des infrastructures facilitant le commerce, la création d'une organisation au profit des exportateurs et enfin l'Intervention de l'Etat dans le prix.

CONCLUSION

L'agriculture constitue une des activités principales des pays en développement. Elle tient une place importante dans la vie économique de tout pays à vocation agricole car elle occupe une grande part dans son produit intérieur brut. De plus, d'autres secteurs d'activités se rattachent au secteur agricole tel que les secteurs industriels lors de la transformation des matières premières. Il est alors la base de certains autres secteurs.

Les pays à vocation agricole ont des avantages dans le commerce agricole au niveau international même si le commerce extérieur est dominé par les pays développés. Le commerce extérieur permet non seulement aux pays qui participent de tirer parti de leurs spécificités en se spécialisant dans les tâches pour lesquelles ils sont relativement plus efficaces mais aussi de produire à plus grande échelle et améliorer leur productivité.

Le commerce des produits agricoles peut offrir une chance au développement, à l'emploi ainsi qu'à la mise en avant de la protection sociale pour réduire la faiblesse des travailleurs. Le commerce agricole recommande une promotion ciblée de la productivité agricole afin d'améliorer la compétitivité au commerce mondial.

Comme Madagascar est un pays dit souvent à vocation agricole. Sa population est caractérisée par un grand nombre des agriculteurs vivant dans la zone rurale. Depuis toujours, Madagascar avait pratiqué divers types de culture (vivrières, rentes, ...) et arrive à assurer l'autoconsommation. Face aux changements climatiques et autres problèmes, le rendement des produits connaît une diminution au cours des années 2000. Mais jusqu'à maintenant, l'Etat n'a pas encore mise en place une politique agricole bien déterminée pour le développement du secteur agricole.

Malgré cela, Madagascar a toujours pu exporter quelques produits agricoles. Elle tient une place importante dans l'exportation agricole surtout pour les cultures pérennes : premier exportateur de la vanille au marché mondial et de litchi dans le marché européen, ... L'élargissement de notre capacité de production est donc nécessaire afin de garder cette place et favoriser les exportations. Le commerce extérieur de Madagascar est caractérisé depuis longtemps par un déficit de la balance commerciale. Ses importations sont surtout dominées par les matières premières utilisées par le secteur textile et les intrants de l'exploitation de la mine d'Ambatovy. Le développement des exportations dans ces deux secteurs s'accompagnera toujours donc de la hausse des importations des matières premières.

Seule l'agriculture puisse être le secteur clé pour favoriser l'exportation de Madagascar sans renforcer le déficit commercial. Mais cela ne peut être réalisé sans l'accompagnement des mesures qui peuvent augmenter la productivité et améliorer la qualité des produits d'exportations de Madagascar. Des politiques commerciales devraient être appliquées pour protéger les exportateurs malgaches.

Bref, les hypothèses que nous avons avancé au début de ce devoir sont vérifiées: l'agriculture est une source du commerce extérieur et que l'appui financier et matériel des producteurs peut élargir la capacité de production et ainsi la capacité à faire des échanges dans le marché mondial.

Il apparaît important de soutenir la croissance agricole afin que le secteur puisse servir de moteur pour l'économie, en contribuant positivement à la balance commerciale globale et en préservant l'approvisionnement du pays en produits vivriers des chocs futurs sur les marchés mondiaux.

BIBLIOGRAPHIE

LIVRES ET OUVRAGES

- ARMAND COLIN/ VUEF, 2001, « Dictionnaire économique », 2^{ème} édition
- « Caractérisation des systèmes de production agricole au Sénégal »pdf, 39 pages, Avril 2007
- Etude diagnostics sur l'intégration du commerce Madagascar, 2003, Tome I
- Gunnar Myrdal, 2012, « Développement durable et territoires », n°3, vol 3
- Mucchielli J.L, « Principes d'économie internationale », Economica, octobre 1990

PUBLICATIONS ET REVUES

- Ambassade de France à Madagascar, Juin 2016, « Note sur le commerce extérieur de Madagascar en 2015 »
- Lanto RAZAFINDRAMIADANA, Août 2016, www.dggfpe.mg, Décembre 2016
- « Le riz », 18 Novembre 2016, Revue de Madagascar n°2, page 9, www.ilerouge.org
- « Madagascar-Note sur la politique rizicole », 1 Décembre 2016, siteresources.worldbank.org, 20 décembre 2016
- R. Edmond, « Exportation : la vanille malgache de nouveau menacée par la flambée des prix », Juillet 2016, www.midi-madagasikara.mg, 21 Décembre 2016

COURS

- Madame Domohina RAMANATSEHENO, « Développement rural », 2016
- Monsieur Herinjatovo A. RAMIARISON, « Economie internationale », 2016
- Monsieur Jules RAZAFIARIJAONA, « Aucune politique appropriée pour les paysans », cours 2016

RAPPORTS

- BCM, Rapport annuel 1999
- Classement des FMI, Madagascar dans les 5 des pays les plus pauvres au Monde », 2016, www.matin.mg, 26 décembre 2016
- Décembre 2012, « Parcelles et superficies des cultures », TOME III, 2^{ème} Edition, INSTAT et nos calculs

- Michael M. et Ziva RAZAFINTSALAMA, « relancer l'agriculture », 2008, 16 pages, Banque mondiale
- Rapport de la commission Européenne sur le contrôle de politique agri-commerce, 2012, « Agricultural Trade »
- Thèses de ANDRIANARIVONY Loya Manana : « Madagascar face au commerce international », Mai 2014

WEBOGRAPHIE

- « Agriculture à Madagascar : le secteur à développer », 2016, www.lagazette-dgi.com, 20 décembre 2016
- « Agriculture et élevage de Madagascar », 2016, diakadi.com, 21 décembre 2016
- « Agriculture, un secteur clé de l'économie », 2016, www.orange.mg, 21 décembre 2016
- « Développement économique : le secteur agricole apporte chaque année 27% du PIB », Mars 2014, www.xchange-madagascar.com, 20 décembre 2016
- <http://www.agriculture.gov.mg>, 18 Novembre 2016, 18 décembre 2016
- « La sécurité alimentaire mobilise les bailleurs », Novembre 2014, www.orange.mg 2016, diakadi.com, 19 décembre 2016
- « Madagascar : agriculture et élevage », diakadi.com Novembre 2014, « Agriculture, un secteur clé de l'économie », www.orange.mg
- « Madagascar : croissance inclusive et 22 régions », Décembre 2014, <http://mae.gov.mg>, 19 décembre 2016
- « Madagascar, une possible production de vanille malgache en baisse pour la récolte 2015 », www.indian-ocean-times.com, 29 décembre 2016
- « Population : qui sont vraiment les pauvres ? », 2016, www.lagazette-dgi.com, 21 décembre 2016
- « Production rizicole », 1 Décembre 2016, www.ppr.mg, 20 décembre 2016
- « Vanille », Mars 2014, <http://tyane84.wordpress.com>, 22 décembre 2016
- « Vanille de Madagascar : forces et faiblesses », Novembre 2015, www.sobikamada.com, 21 décembre 2016

TABLES DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....	i
SOMMAIRE.....	ii
LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES.....	iv
LISTE DES TABLEAUX.....	vi
LISTE DES FIGURES.....	vii
LISTES DES PHOTOS.....	viii
INTRODUCTION.....	1
PARTIE I : FONDEMENTS THEORIQUES DE L'AGRICULTURE T DU COMMERCE EXTERIEUR.....	3
CHAPITRE I : GENERALITES SUR LE SECTEUR AGRICOLE.....	3
SECTION 1 : ORIGINE, EVOLUTION ET CONTEXTE ACTUEL DU SECTEUR AGRICOLE.....	3
1.1 Origine du secteur agricole.....	3
1.2. Evolution du secteur agricole.....	4
1.3. Contexte actuel de l'agriculture dans le monde.....	4
SECTION 2 : LES FACTEURS INFLUANT LE SECTEUR AGRICOLE.....	5
2.1. Précipitations et conditions météorologiques.....	5
2.2. Outils et machines agricoles.....	5
2.2.1. Les outils agricoles.....	5
2.2.2. Les machines agricoles.....	5
2.3. Techniques de production.....	6
2.4. Les caractéristiques démographiques et la main d'œuvre.....	6
2.5. Les ennemies de culture.....	7
2.6. Les intrants agricoles.....	7
2.6.1. Les semences.....	7
2.6.2. Les engrais.....	7
SECTION 3 : LA POLITIQUE AGRICOLE.....	7
3.1. La politique d'intervention de l'Etat.....	7

3.2. La politique de la mise en place de droit de douane à l'importation (protectionnisme).....	8
SECTION 4 : LA PLACE DE L'AGRICULTURE DANS L'ECONOMIE	8
4.1. Moteur majeur de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté	8
4.2. Sources majeurs de revenus d'exportation.....	9
4.3. Amélioration de la sécurité alimentaire.....	9
4.4. Contribution à la gestion durable des ressources naturelles.....	9
CHAPITRE II : GENERALITE DU COMMERCE EXTERIEUR.....	10
SECTION 1 : FONDEMENTS THEORIQUES DES ECHANGES INTERNATIONAUX.....	10
1.1. Le libre échange.....	10
1.1.1. Les fondateurs.....	10
1.1.1.1. La théorie smithienne de l'avantage absolu.....	10
1.1.1.2. L'apport de Ricardo.....	12
1.1.1.3. La théorie HOS (Heckscher, Ohlin et Samuelson) : théorie des dotations en facteur de production.....	13
1.1.2. Les avantages et les limites du libre échange.....	14
1.1.2.1. Avantages.....	14
1.1.2.2. Limites.....	14
1.2. Le protectionnisme.....	14
1.2.1. Les techniques.....	15
1.2.1.1. Le tarif douanier.....	15
1.2.1.2. Les restrictions quantitatives.....	15
1.2.2. Les avantages et les inconvénients.....	15
1.2.2.1. Avantages.....	15
1.2.2.2. Inconvénients.....	15
SECTION 2: DEVELOPPEMENT ET MESURES DES ECHANGES INTERNATIONAUX.....	16
2.1. Développement des échanges internationaux.....	16
2.2. La mesure des échanges internationaux.....	17
2.2.1. Quelques indicateurs du commerce extérieur.....	18
2.2.1.1. Le taux de couverture.....	18
2.2.1.2. Les termes de l'échange.....	18

CHAPITRE III : LA RELATION ENTRE LE SECTEUR AGRICOLE ET LE COMMERCE EXTERIEUR.....	19
SECTION 1: LES PRODUITS AGRICOLES AU NIVEAU DU COMMERCE AGRICOLE.....	19
1.1.Concept et définition.....	19
1.1.1.Exportation des produits agricoles.....	20
1.1.1.1.Définition de l'exportation.....	20
1.1.1.2.Les produits d'exportation des pays exportateurs...20	
1.1.2.L'importation des produits agricoles.....	21
1.1.2.1.Définition de l'importation.....	21
1.1.2.2.Les pays importateurs.....	21
SECTION 2 : LES INSTRUMENTS DE LA POLITIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR	21
2.1 Le droit de douane.....	21
2.2.Le quota de production.....	22
2.3.Les taxes à l'exportation.....	22
2.4 Les subventions à l'exportation.....	23
SECTION 3 : L'IMPORTANCE DU COMMERCE AGRICOLE.....	23
3.1. Source de devise et sécurité alimentaire.....	23
3.2. Base des secteurs industriels.....	23
3.3. Développement économique.....	24
SECTION 4 : OBSTACLES ET MESURES DU COMMERCE EXTERIEUR...24	
4.1. Les obstacles du commerce.....	24
4.2. Les mesures de développement du commerce extérieur.....	24
PARTIE II: L'AGRICULTURE MALGACHE FACE AU COMMERCE EXTERIEUR.....	26
CHAPITRE 1 : LES PROBLEMES DE L'AGRICULTURE MALGACHE.....	26
SECTION 1 : L'EVOLUTION ET LA POTENTIALITE DE L'AGRICULTURE DE MADAGASCAR.....	26
1.1.L'évolution de l'agriculture.....	26
1.2 La potentialité de l'agriculture de Madagascar.....	27
SECTION 2 : LES OBSTACLES SUR L'AGRICULTURE DE MADAGASCAR.....	28
2.1. Les catastrophes naturelles.....	28

SECTION 2 : LE COMMERCE AGRICOLE MALAGASY FACE AU	
COMMERCE INTERNATIONAL.....	41
2.1 Les exportations et les importations.....	41
2.2 Quelques produits d'exportation agricole et d'importation agricole de	
Madagascar.....	41
2.2.1 La vanille.....	41
2.2.2 Le litchi.....	42
2.2.3 Le riz.....	43
SECTION 3: POLITIQUE COMMERCIALE.....	45
3.1 Objectifs de la politique commerciale.....	45
3.2 Les instruments de la politique commerciale.....	46
SECTION 4 : LES PARTENAIRES COMMERCIAUX DE	
MADAGASCAR.....	48
4.1. Clients.....	48
4.2 Fournisseurs.....	48
CHAPITRE 3 : L'AGRICULTURE : PERSPECTIVES POUR LE DEVELOPPEMENT DU	
COMMERCE EXTERIEUR DE MADAGASCAR.....	49
SECTION 1 : LES MOYENS A TRAVERS LE DEVELOPPEMENT DU	
SECTEUR AGRICOLE.....	49
1.1. Formation des agriculteurs.....	50
1.2. Construction des infrastructures pour l'agriculture.....	50
1.3 Augmentations des crédits agricoles.....	51
1.4 La propriété foncière.....	52
SECTION 2 : LES POLITIQUES COMMERCIALES SOUTENANT LES	
COMMERCES AGRICOLES.....	53
2.1 Création des infrastructures facilitant le commerce.....	53
2.2. Création d'une organisation au profit des exportateurs.....	54
2.3. Intervention de l'Etat dans le prix.....	54
CONCLUSION.....	56
BIBLIOGRAPHIES.....	ix
TABLES DES MATIERES.....	xi

Auteurs :

- Mademoiselle RAHARIMALALA Miraille N° 88
- Mademoiselle RAHARIMALALA Sitrakiniaina Fitiavana N° 89
- Mademoiselle RAHARINANTENAINA Ninah Michelle N° 90
- Mademoiselle RAHELIARIMANANA Marie Odette N° 91
- Mademoiselle RAJAONARIVELO Nantenaina Tolojanahary Thécie N° 92

Titre : L'agriculture : perspective au développement du commerce extérieur de Madagascar

Nombre de pages : 53

Tableaux : 8

Figures : 2

Photos : 3

Contact du premier auteur : miraillemalala@yahoo.fr, 0345206540

Adresse : II N 191 TER A Besarety

RESUME

L'économie malgache est largement dépendante de l'agriculture. Cette activité demeure encore de subsistance en majorité surtout pour les cultures vivrières. Certains produits alimentaires n'arrivent même plus à satisfaire les besoins nationaux. En effet, les populations ne cessent de s'accroître pourtant la productivité se dégrade à cause des changements climatiques, la non qualification des agriculteurs et le manque des crédits agricoles. Ce qui conduit à la baisse de notre production et nous oblige à importer divers produits alimentaires comme le riz. D'autre culture nous procure pourtant beaucoup d'avantage sur le marché mondial comme les cultures de rentes (vanille, café bourbonien, litchis, ...). Le secteur agricole tient donc une place importante dans l'économie malgache et constitue une perspective de développement du commerce extérieur du pays à travers l'exportation. Pour que cela se réalise, nous proposons des politiques agricoles visant à augmenter notre productivité et à améliorer leur qualité ainsi que des politiques commerciales favorisant les exportations.

Mots-clés : exportation, productivité, secteur agricole, politique agricole, politique commerciale

Encadreur : Madame MAHAVELO Justine Gentilini